



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE ORIENTALE ET DANS
L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

N° 27

MARS-AVRIL 2018

DOSSIER « ANTISÉMITISMES »

Éditorial

Où en est l'antisémitisme en Europe centrale ? C'est autour de cette interrogation que nous avons axé le dossier de cette présente livraison. Pour tenter d'y répondre, nous avons choisi d'adopter une distance vis-à-vis non pas de la question elle-même mais des termes dans lesquels elle est posée. Que faut-il entendre, en effet, au-delà du sens commun, par cet *antisémitisme* au singulier ? Ne se décline-t-il pas de façon diversifiée en fonction des pays, des territoires et des histoires ? Qu'est-ce qui fait, si cette diversité se vérifie, que le phénomène s'authentifie comme tel sans ambiguïté aucune ? S'agit-il d'une sorte de résidu hérité des temps passés et hantant l'air contemporain ou bien remplit-il une fonction politique et si oui, laquelle ?

Ce train de questions était en soi suffisamment nourri pour permettre la collaboration de chercheurs, d'experts en sondages, de journalistes et de personnalités engagées dans la lutte contre l'antisémitisme en Hongrie, Pologne, Roumanie, Russie, Slovaquie et République tchèque. Ce croisement de points de vue nationaux et d'expertises permet ainsi de

brosser un portrait certes incomplet au regard du territoire est-européen mais néanmoins riche d'enseignements. Il est d'autant plus intéressant de s'y arrêter que entre le moment où nous avons demandé ces contributions et celui de leur publication, l'antisémitisme s'est à nouveau manifesté de la plus tragique façon dans notre propre pays. Les initiatives qui ont suivi dans le débat public montrent à nouveau à quel point ce phénomène reste un enjeu organisateur des confrontations et du débat politique, ainsi que de la façon dont les appels à le combattre deviennent rapidement des invitations à rallier telle ou telle vision de la République, de la laïcité et à s'inscrire dans un jeu d'acceptation et de rejet d'identités affirmées comme autant de singularités invariantes et inconciliables.

C'est à l'aune du poids de ces clichés et ce qu'il sous entend de violence symbolique – mais pas uniquement – que le propos de nos correspondants d'Europe centrale s'avère éclairant. Les témoignages et analyses font ainsi ressortir la présence d'un antisémitisme récurrent, tissé des habituels clichés sur les caractéristiques

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898



supposées de l'identité juive et des non moins habituelles récurrences complotistes sur son hégémonie dans les cercles du pouvoir, de la banque et des médias. Bien qu'il rencontre une active présence haineuse sur Internet, cet antisémitisme reste, de façon générale, cantonné à la sphère privée. Varsovie, dans ce contexte, fait figure d'exception puisque ses autorités gouvernementales, sans tenir de discours ouvertement antisémites ont adopté et adoptent une série de mesures touchant à l'identité nationale et à sa redéfinition, laquelle aboutit à marginaliser la composante juive de la Pologne.

La diversité du phénomène tient donc moins à l'existence d'une forte présence juive et moins encore à celle d'une présence musulmane, de fait inexistante, qu'à la volonté des dirigeants politiques d'instrumentaliser des éléments flottants dans la conscience populaire pour venir alimenter des campagnes qui se contentent, si l'on ose dire, d'être simplement xénophobes.

Loin de tous clichés, les contributions présentes constituent une introduction à la complexité des contradictions et situations politiques réelles autour desquelles s'organisent les réalités juives et non juives en Europe centrale et orientale.

E.T.

SOMMAIRE

Éditorialp. 01

Actualité

Le 4^e mandat de Vladimir Poutine dans l'ombre de la corruption,
par Camille Coatalem-Serikoffp. 04

Dossier « Antisémitismes »

L'antisémitisme moderne en Slovaquie, par Michal Vašečkap. 05
Pologne : une loi antidémocratique qui réveille les démons antisémites,
par Jean-Charles Szurekp. 08
Les Juifs ont enlevé des enfants pour des *matsoth* ? De plus en plus de Polonais
le pensent. Une enquête alarmante, par Krzysztof Pacewiczp. 10
La République tchèque : un pays sans antisémitisme ?, par Zbyněk Tarantp. 13
L'antisémitisme en Roumanie : un sujet d'inquiétude ?, par Marius Cazanp. 16
Antisémitisme en Hongrie : des réalités contrastées, par Kálmán Szalaip. 18
Russie : prévalence d'un antisémitisme passif..., par Alexey Levinsonp. 22

Lire

La Biélorussie dans l'histoire et l'imaginaire des Juifs de l'Empire russe (1772-1905)
de Claire Le Follp. 25
Pourquoi Poutine est notre allié ? Anatomie d'une passion française d'Olivier Schmitt ...p. 25
Russie/URSS/Russie (1917-1991) de Moshe Lewinp. 26
Transsiberian back to black d'Andreï Doroninep. 26
Une histoire sans traces ? Le patrimoine matériel russe et la culture mémorielle
actuelle sous la direction d'Ewa Bérard et de Luba Jurgensonp. 27
L'engagement intellectuel sous régime autoritaire. Les « think tankers » biélorusses
entre expertise et dissidence de Maria Bigdayp. 27

Équipe de rédaction : Ewa Tartakowsky, Camille Coatalem-Serikoff, Camille Garin et Viviane Tourtet.

► Contribuer à la « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Actualité

Le 4^e mandat de Vladimir Poutine dans l'ombre de la corruption

Par **Camille Coatalem-Serikoff**

Au sommet de sa popularité, Vladimir Poutine a été ré-élu le 18 mars 2018, jour symbolique de l'annexion de la Crimée. Cette annexion en 2014 avait suscité une montée patriotique et avait participé à la résurgence de la puissance russe. Cela avait même entraîné l'euphorie nationale, au point que certaines personnes pensaient que l'URSS allait être restaurée. Ce (dernier?) mandat de Vladimir Poutine sera conduit dans l'optique de la stabilisation financière. En effet, le pays va au-devant d'une stagnation économique, voire d'une récession. Le mécontentement social de différents groupes s'accumule. Le gouvernement sera amené à prendre des mesures sociales impopulaires, comme l'augmentation de l'âge de la retraite ou des licenciements de fonctionnaires. De plus, le soutien de la population au gouvernement se tasse et l'euphorie qu'avait pu susciter l'annexion de la Crimée s'est estompée. Les autorités anticipent une montée de la contestation, d'autant plus que les inégalités sociales se creusent. La question de la corruption prend une place de plus en plus importante et pourrait fragiliser le Kremlin.

Une élection Potemkine

Sur 110 millions d'électeurs inscrits, V. Poutine a recueilli officiellement 76,66 % des votes, soit environ 56 millions de suffrages. En réalité c'est 45 millions. De plus, selon les observateurs indépendants, le taux de participation réelle est autour de 58 % et non de 67 %, comme déclaré dans les médias officiels. Pour Marie Mendras¹, on peut distinguer trois types de comportement électoral : 40 à 43 % des électeurs ont boudé les urnes, par indifférence et dépit ; environ 15 % ont donné leur voix à l'un des sept autres candidats ; et 42 à 45 % ont voté pour V. Poutine plus ou moins de leur plein gré. Le vote réel remet donc en question la légitimité de ce mandat. Bien que de nouvelles personnalités se soient présentées à la présidentielle, la campagne électorale n'a pas réussi à mobiliser. Vladimir Poutine n'a ni fait campagne, ni pris part aux débats, signe avant-coureur que le scrutin était joué d'avance. Les résultats de l'élection ne témoignent pas d'un soutien populaire fort, mais plutôt d'une indifférence.

En effet, les scores traduisent la lucidité de la société russe par rapport à ce régime qui n'emmènera pas la Russie sur la voie de la modernisation. Selon la FIDH (Fédération

internationale des ligues des droits de l'Homme), depuis sa réélection en 2012, Vladimir Poutine a supervisé la création de 50 nouvelles lois visant à étouffer les voix de l'opposition et plus largement toute forme de contestation. Pour Sacha Koulaeva, responsable du bureau Europe de l'Est/Asie centrale à la FIDH, « *cet assaut de lois anti-démocratiques représente une formidable machine à remonter le temps et à exercer un contrôle total* »². En effet, depuis quelques années, le système est en pilote automatique. La classe dirigeante n'a pas l'intention de démocratiser le régime, ni même de l'ouvrir. Se rallier aux valeurs occidentales et mettre en place d'importants changements internes, risqueraient de déstabiliser le pouvoir. La majorité de la population qui soutient les réformes du pays, attend des réformes dans la sphère sociale, bien plus que dans le domaine politique. Ce mandat sera celui de la stagnation et de la poursuite de la même politique, appliquée maintenant depuis dix-huit ans.

La corruption, le cheval de bataille d'Alexei Navalny

Bien que le désir de changement puisse être vu comme une cause perdue en Russie, la société n'en demeure pas moins passive. La lutte contre la corruption et contre le parti « des escrocs et des voleurs » (celui de Vladimir Poutine, Russie Unie), est devenue le cheval de bataille d'Alexei Navalny. Sa fondation anti-corruption (FBK) a publié, en mars 2017, une vidéo-enquête, mettant à jour le train de vie fastueux du Premier ministre, Dmitri Medvedev, ainsi que ses diverses villas et les nombreux pots-de-vin reçus. Visionnée plus de 14 millions de fois, la vidéo avait suscité l'indignation d'une partie de la population. L'exigence que le pouvoir remplisse ses fonctions régulatrices, qu'il contrôle les contrôleurs, et qu'il sanctionne ceux qui doivent l'être, est de plus en plus pressante. À travers internet et les réseaux sociaux, la population se mobilise pour condamner ce système dont les effets pervers sont quotidiennement ressentis. Internet est l'outil de communication privilégié par Alexey Navalny. Il a créé, en plus de son blog, un site Rospil, spécialisé dans les enquêtes et la dénonciation de fraudes relatives aux marchés publics. Des anonymes peuvent alors déposer sur la plateforme des preuves de détournements de fonds. Un autre projet a été lancé dans la foulée, le site Rosvibori, qui est un système d'organisation pour l'observation citoyenne lors des scrutins électoraux.

1. Marie Mendras, « Russie, Président pour l'impunité », *Le 1*, n° 197, 2018.

2. « Russie : 50 nouvelles lois antidémocratiques lots du dernier mandat de Poutine », FIDH, le 11 mars 2018, <https://www.fidh.org/fr/regions/europe-asie-centrale/russie/russie-50-nouvelles-lois-antidemocratiques-lors-du-dernier-mandat> [consulté le 16 avril 2018].

Le 28 janvier dernier, A. Navalny a appelé à manifester contre le manque de choix lors des élections présidentielles de mars. Plusieurs milliers de manifestants se sont alors rassemblés dans plusieurs villes de Russie. « Ce qui nous est offert en ce moment, ce ne sont pas des élections, et nous ne devons pas y participer », avait déclaré Yevgeny Roizman, maire de la ville d'Ekaterinbourg et un des rares élus du parti d'opposition. Les rassemblements se sont propagés dans des dizaines de villes : de Vladivostok à l'est à Kaliningrad à l'ouest³. Dernièrement, le 12 avril 2018, il a appelé à manifester dans toute la Russie le 5 mai, deux jours avant l'investiture de V. Poutine, contre les résultats des élections. Enjeu à la fois social et économique, les protestations contre la corruption deviennent systématiques et mobilisent de nouvelles classes sociales.

En août 2017, 42 % de Russes se prononçaient pour un changement de grande ampleur, et 41 % étaient pour un changement progressif. Contrairement, à ce que l'on pourrait penser, les Russes ne perçoivent le changement comme une menace – seulement 11 % disent ne pas vouloir de changement du tout. La population russe se sent concernée principalement par des problèmes économiques et sociaux. En effet, 70 % de la population se dit concernée par l'inflation, les bas salaires, et l'insuffisance des prestations sociales. 50 % est touchée par la pauvreté, la misère, la baisse du niveau de vie, et 40 % par les risques de chômage⁴. En conséquence, la majorité des sondés ne se sent pas concernée par la question des droits de l'Homme et les libertés collectives. En revanche, la corruption est soulignée comme un problème « grave » par 30 % de la population en 2017. Déjà en 2015, la corruption était un sujet de préoccupation bien plus important que la guerre en Ukraine – 29 % de la population jugeait la corruption comme un problème majeur, contre 22 % pour le conflit ukrainien⁵.

Une société civile qui se désolidarise de l'autorité gouvernementale

La lutte contre la corruption est l'un des phénomènes les plus décisifs pour la mobilisation de la société civile, bien plus que la défense de la liberté de la presse ou celle des droits de l'Homme. Dernièrement, l'incendie

d'un grand centre commercial de Kemerovo, en Sibérie, l'a démontré. En effet, le 25 mars 2018, 64 personnes dont 41 enfants décèdent dans l'incendie. Rapidement l'enquête pointe de nombreuses négligences à plusieurs niveaux, révélatrices des pratiques qui prévalent, c'est-à-dire, la corruption au détriment du bien commun.

En 2013, le centre commercial ouvrait ses portes, malgré les manques constatés dans la sécurité anti-incendie lors d'une visite d'inspection du ministère des Situations d'urgence. À cette époque, les autorités avaient également accepté d'enregistrer l'établissement comme une petite entreprise (moins de 100 salariés), statut qui lui permettait d'éviter des contrôles réguliers⁶. Le centre commercial n'avait plus été inspecté par les autorités anti-incendie depuis 2016. Lors de l'incendie, ni les systèmes d'alarme-incendie, ni le système d'extinction ne se sont déclenchés. Le toit du centre commercial s'est presque entièrement effondré, dû en partie, aux matériaux de construction inflammables. L'incendie de Kemerovo n'est pas un incident isolé. Quelques jours auparavant, des dizaines d'enfants ont dû être hospitalisés, empoisonnés par les émanations d'une décharge publique à Volololamsk. En 2009, 91 mineurs ont péri dans l'explosion d'une mine. La même année, l'incendie d'une discothèque tuait 156 personnes à Perm.

Rapidement, l'indignation s'est répandue dans plusieurs villes russes. À Moscou et Saint-Pétersbourg, plusieurs milliers de personnes ont participé à des actions de commémorations spontanées pour dénoncer une complicité meurtrière des autorités. Plusieurs gouverneurs ont déclaré le deuil officiel. Sur les réseaux sociaux, pour un grand nombre de Russes, la tragédie illustre des dysfonctionnements profonds dont le pays est malade. C'est la corruption des autorités locales et des services publics qui a tué. « Nous n'oublierons pas », promettent certaines pancartes tandis que d'autres affirment que « les pots-de-vin tuent les enfants »⁷. À cette occasion, Alexeï Navalny a qualifié l'administration de Kemerovo de « bande de criminels » qui ne pensent qu'au « gain personnel », et a dénoncé l'absence de coordination des secours et un équipement obsolète, qu'il impute à la corruption. Progressivement plusieurs personnes demandent la démission du gouverneur. Aman Touleev, 73 ans,

3. Neil MacFarquhar et Ivan Nechepumko, « Russians Brave Icy Temperatures to protest Putin and Election », *The New York Times*, le 28 janvier 2018, <https://www.nytimes.com/2018/01/28/world/europe/russia-protests-navalny.html> [consulté le 16 avril 2018].

4. Denis Volkov, « Russian Society wants change – bot of what nature ? », Carnegie, Moscow Center, le 29 août 2017, <https://carnegie.ru/commentary/72933> [consulté le 16 avril 2018].

5. Centre Levada, *Korrupsia v sisteme gossoustarstvennoï vlasti* (La corruption dans le système politique), le 1er septembre 2015.

6. Paul Gogo, « Corruption en Russie : la preuve par le feu », *Libération*, le 30 mars 2018, http://www.liberation.fr/planete/2018/03/30/corruption-en-russie-la-preuve-par-le-feu_1640222 [consulté le 16 avril 2017].

7. « Trois jours après l'incendie à Kemerovo, la colère sur place et à Moscou s'intensifie », *Le Monde*, le 28 mars 2018, http://www.lemonde.fr/international/article/2018/03/28/trois-jours-apres-l-incendie-a-kemerovo-la-colere-sur-place-et-a-moscou-s-intensifie_5277723_3210.html [consulté le 16 avril 2018].

est gouverneur de la région depuis 1997. Le système le rend indéboulonnable. Les institutions, l'économie, la police et même les médias locaux sont sous sa coupe. À la présidentielle du 18 mars 2018, sa région obtient un des meilleurs scores de Russie, pour Vladimir Poutine - plus de 85 % des voix, avec un taux de participation supérieure à 80 %⁸.

Comme pour acheter la paix sociale, l'État a versé à chaque victime, 5 millions de roubles d'indemnisation, soit près de 71 000 euros. Cependant, pour beaucoup, la corruption des élus locaux est l'une des raisons de l'ampleur de l'incendie et du nombre de victimes. Cet incident aura été la preuve par le feu, que la

rentabilité prime sur la sécurité collective.

Il est peu probable que la stabilité sociale et politique soit renversée au cours du mandat de V. Poutine. En revanche, pour certaines couches de la société, cette stabilité renvoie au verrouillage politique et à la conservation des inégalités sociales. Les enjeux liés à la corruption restent bien présents et sa contestation se généralise au-delà des classes sociales les plus aisées. Brandie par Alexei Navalny pour mener un combat plus large contre le système russe et ses dirigeants, la corruption deviendra, très probablement, un élément déstabilisateur du pouvoir, plus puissant qu'il ne l'a été ces dernières années.

8. « Un incendie meurtrier dans un centre commercial révèle la corruption endémique en Russie », *Le Monde*, le 27 mars 2018, http://www.lemonde.fr/europe/article/2018/03/27/un-incendie-meurtrier-dans-un-centre-commercial-revele-la-corruption-endemique-en-russie_5276953_3214.html [consulté le 16 avril 2018].

Dossier « Antisémitismes »

L'antisémitisme moderne en Slovaquie

Par **Michal Vašečka**, chercheur au Bratislava Policy Institute.
Traduit du slovaque par Jana Vargovčíková

L'antisémitisme moderne connaît des versions différentes, dont deux se profilèrent dès le XIX^e siècle.

La première, typique entre autres pour la Slovaquie du XIX^e siècle, consiste en une transformation des animosités anti-juives fondées sur des motifs économiques, sociaux et culturels, dans une forme politique. Elle se traduit par une volonté d'assimilation complète des Juifs qui devrait réduire leur influence, prétendument trop forte, sur la vie de la société¹.

D'un autre côté, notamment l'Allemagne a connu l'avènement d'un antisémitisme racial qui présentait les Juifs comme une race destructrice contre laquelle la race aryenne devrait mener une guerre implacable. Aujourd'hui, ce type d'antisémitisme s'avère marginal.

Pour appréhender l'antisémitisme dans la Slovaquie d'aujourd'hui, il faut quitter l'analyse de la relation aux Juifs à celle de l'antisémitisme comme phénomène en soi. Après la Seconde Guerre mondiale, ce dernier est déjudaïsé², sans pour autant perdre en intensité. En tant

que phénomène social, il est resté remarquable par son universalité, sa profondeur, sa permanence et son caractère, que l'on peut étudier à l'aune de toutes les théories de la naissance des préjugés et des stéréotypes.

L'antisémitisme moderne est lié aux tendances autoritaires, en ce que les antisémites ont besoin de se distinguer de la démocratie libérale et de s'auto-confirmer vis-à-vis d'elle. Il est donc devenu un code culturel du refus du libéralisme bourgeois et de la société industrielle³.

De plus en plus intensément, et avec l'appui des théories du complot modernes, les non-Juifs deviennent eux aussi cibles de l'antisémitisme. Ceci montre que l'antisémitisme remplit certaines fonctions pour des gens vivant l'incertitude face à un monde dont disparaît la cohésion sociale, en ce qu'il leur permet d'attribuer une logique au fonctionnement d'un monde globalisé. Pour répondre à la question de savoir ce qui rend une population encline à épouser des positions antisémites ainsi que celle de savoir quels groupes y sont les plus sensibles, nous pouvons recourir à la théorie de Karl Deutsch⁴. Selon lui, ces positions sont le fait d'une mobilité sociale de plus en plus forte qui aspire les populations agraires, à bien des égards isolées, vers de nouveaux réseaux de communication bien plus étendus et interconnectés. Il ne s'agit pas, toutefois, que d'effets des médias de masse, mais aussi de nouvelles formes de relations économiques (commerce sur des marchés mondialisés, transactions financières à de grandes distances, etc.), de l'appartenance aux groupes d'intérêt et aux organisations,

1. Eli Barnavi, *A Historical Atlas of the Jewish People*, New York, Schocken Books, 1992.

2. Dennis Prager et Joseph Telushkin, *The Nine questions people ask about Judaism*, New York, Simon & Schuster, 1986.

3. M. A. Riff (dir.), *Dictionary of Modern Political Ideologies*, Manchester, Manchester University Press, 1990.

4. Karl W. Deutsch, *Tides Among Nations*. New York, The Free Press, 1979.

de diverses formes de participation politique, et bien entendu une plus forte densité de la population en zones urbaines. Tout ceci pousse l'homme à communiquer dans un espace bien plus ouvert et bien plus peuplé qu'avant.

Tout en étant universel en tant que phénomène, l'antisémitisme connaît des spécificités nationales. Certaines de ses racines s'avèrent en effet différentes en Slovaquie, mais mènent néanmoins, *in fine*, aux mêmes résultats. La Slovaquie se distingue par un complexe économique vis-à-vis des Juifs ainsi que par la persistance de certains préjugés traditionnels, notamment des populations âgées et rurales, à savoir la croyance en une force diabolique ainsi qu'en une faute éternelle des Juifs. Ces préjugés furent exploités par les hommes politiques à l'époque de l'État slovaque créé comme État satellite de l'Allemagne nazie et existant le temps de la Seconde Guerre mondiale (1939-1945). Cette période a vu franchie la frontière entre un antisémitisme latent et un antisémitisme militant et potentiellement génocidaire.

L'antisémitisme slovaque d'aujourd'hui s'avère néanmoins notamment centre-européen et post-communiste. Raphael Vago parle à cet égard de plusieurs traits de l'antisémitisme qui éclata en Europe centrale et orientale après 1989 :

1) Les régimes communistes auraient, selon Vago, effacé le passé antisémite des mémoires nationales, rendant toutefois par là même plus compliqué le travail de mémoire sur cette question du fait de la déformation de la mémoire ;

2) Portant les signes de la période de l'avant-guerre, l'antisémitisme se trouve assimilé à un retour vers le passé, un « retour dans l'histoire » ;

3) L'antisémitisme post-communiste utilise des cadres de pensée et le langage du communisme ;

4) L'antisémitisme post-communiste est lié à un effort de réhabiliter les leaders fascistes du temps de la Seconde Guerre mondiale ainsi que leurs idées⁵.

Paul Lendvai a travaillé sur l'antisémitisme des pays de l'Europe centrale et orientale pendant les régimes de « socialisme réel » et ses conclusions sont également utiles pour l'étude de l'antisémitisme post-communiste⁶. Lendvai constate qu'une hausse de l'antisémitisme se produit dans les régimes communistes lors des crises politiques et sociétales et que sa montée dans un système totalitaire ne naît pas des sentiments individuels ancrés dans les unités fondamentales de la société, mais résulte toujours d'une « intoxication » des populations. Selon Lendvai, le lien entre un antisémitisme populaire et un antisémitisme politique n'est pas nécessaire dans un régime communiste totalitaire. Ces conclusions du début des années

1970 servent d'indice pour les évolutions de l'antisémitisme post-communiste – raviver les mythes de la période pré-communiste a été d'autant plus facile que cet effort a pu se fonder sur le travail d'« intoxication » précédent et sur la transformation d'un antisémitisme latent en un antisémitisme actif et politique.

Il faut ajouter que l'antisémitisme post-communiste se laisse également analyser dans une perspective socio-psychologique. Son apparition après 1989 peut être mise en lien avec une panique post-communiste. L'antisémitisme slovaque porte sans doute les traces de ce phénomène. La panique post-communiste, conséquence non-intentionnelle du changement de régime de novembre 1989, est un effet de la rapide transformation de la société qui fait apparaître le nouveau système comme illégitime aux yeux de certains. Les changements fondamentaux sur les plans économique, politique et législatif peuvent apparaître en conflit avec les valeurs d'autrefois. Cette redéfinition des codes comportementaux et le besoin de s'adapter aux nouvelles « règles du jeu » amènent des sentiments d'insécurité, de manque de confiance en soi et d'échec. Le sentiment d'aliénation vis-à-vis de la nouvelle élite politique était très répandu et la peur de l'arrivée d'un capitalisme sans merci n'a fait que redoubler l'insécurité. Dans une telle situation, des mythes antisémites ont commencé à se répandre après 1989 dans la plupart des pays post-communistes, expliquant les causes des défaillances économiques et politiques du nouveau régime.

Dans l'immédiat après-1989, l'antisémitisme n'a pas été perçu comme un thème qu'il serait pertinent de creuser. À la différence des relations tchéco-slovaques, slovaco-hongroises et surtout de celles entre les Roms et le reste de la population, la relation aux Juifs ou bien à ceux considérés comme Juifs n'était pas très présente.

La majorité de la société slovaque considérait et continue de considérer la problématique de l'antisémitisme comme une affaire marginale. La situation a commencé à changer après les premières élections législatives en 1990 où les militants nationalistes opposés à la transformation démocratique, ainsi que les politiques et certains journalistes, ont réussi à attiser la judéophobie et l'antisémitisme de différentes formes. Jusqu'à aujourd'hui, ouvrir le thème de l'antisémitisme est souvent vu comme infondé et nuisible à la renommée du pays, et cela malgré les manifestations quotidiennes de l'antisémitisme dans le pays. Les réactions des intellectuels aux excès antisémites sont souvent perçues par l'opinion publique comme trop exaltées. Des parties de la population considèrent les préoccupations des intellectuels comme des spéculations exagérées.

5. Raphael Vago, *Anti-Semitism in Romania 1989-1992*. Tel Aviv, Tel Aviv University Press, 1994.

6. Paul Lendvai, *Anti-Semitism in Eastern Europe*, Londres, MacDonald & Co. Publishers, 1971.

Ces positions s'appuient souvent sur l'argument selon lequel il serait impossible qu'un réel antisémitisme existe dans un pays où vivent si peu de Juifs. La grande majorité des gens ignore donc que l'antisémitisme n'a guère besoin de Juifs, et qu'il peut même en fabriquer de nouveaux. C'est pourtant précisément lorsque l'expérience personnelle avec les Juifs manque que des formes spécifiques de stéréotypes peuvent facilement se reproduire. À la différence de la question de la minorité des Roms qui a une place importante dans la politique et dans la société, l'antisémitisme en tant que thème ne joue pas de rôle particulier. Même s'il reste mal vu en « bonne société », dans l'ensemble, ses expressions n'attirent pas de condamnation sociale particulière. Il est probable qu'il se reproduise sous sa forme complotiste et continue à fonctionner comme le moyen d'accusation et d'exclusion des élites libérales favorables au modèle d'une société multiculturelle.

Comme dans d'autres pays de l'Europe centrale et orientale, l'antisémitisme a donc gagné en force après 1989 et ses porteurs sont sortis de l'isolement. En Slovaquie, il s'approchait du *mainstream* notamment dans la période entre 1989 et 1998⁷. L'un des signes de cette évolution était la perception changeante de certaines personnes précédemment considérées comme porteurs d'opinions extrémistes, et qui devenaient soudain acceptables. Les excès antisémites n'ont pas disparu après 1998, cependant, en dépit d'une nette amélioration dans la protection des droits de l'Homme et des droits des minorités. C'est la forme de ces excès qui a changé – comme dans le domaine de la corruption, les expressions antisémites sont devenues plus sophistiquées et donc plus difficiles à prouver.

De nombreuses enquêtes réalisées après 1989 se sont interrogées sur la diffusion des attitudes antisémites qui ont permis d'identifier l'enquêté le plus à même d'afficher de telles attitudes. Il s'agit notamment de personnes âgées, de travailleurs manuels, de personnes avec un niveau de formation bas venant des familles moins éduquées, les habitants de petites communes, les personnes croyantes, dont notamment les catholiques, et les personnes de nationalité slovaque davantage que les personnes de nationalité hongroise. Les préjugés antisémites sont les moins présents à Bratislava et dans la région occidentale de la Slovaquie, et les plus forts dans la région centrale. Les populations étudiantes se montrent plus résistantes que d'autres, notamment celle des retraités, aux peurs d'une influence trop grande des Juifs dans la vie économique et politique.

Les personnes à préjugés antisémites se caractérisent par un ensemble d'orientations et d'attitudes par ailleurs. Elles sont souvent frustrées par l'évolution de l'après-1989, pessimistes à l'égard de l'avenir, et bienveillantes dans l'évaluation du régime communiste. Elles souffrent du « syndrome de la porte ouverte », de la peur de l'ouverture vers le monde, ce qui se manifeste par l'appréhension à l'égard de l'influence des États-Unis, de l'Allemagne, par la peur de la perte de l'identité et de la culture nationales après l'adhésion à l'UE, qu'ils regardent, comme l'OTAN, avec méfiance. Le lien entre l'antisémitisme et la fermeture vis-à-vis du monde occidental est aussi le résultat d'une lutte idéologique contre un « centre juif international » ou encore contre le complot des forces sionistes et impérialistes, menée pendant de longues décennies passées.

Les personnes à préjugés antisémites expriment un anti-américanisme et un anti-occidentalisme fort de manière générale et le sentiment d'être menacés et incertains. Elles considèrent que leurs représentants politiques ne sont pas en mesure de prendre en compte les intérêts des citoyens ordinaires et affichent une méfiance forte à l'égard des institutions politiques du pouvoir exécutif et législatif. Elles manifestent également des propensions à l'autoritarisme et le désir qu'une personnalité forte rétablisse l'ordre dans la société et envisagent avec pessimisme leurs perspectives professionnelles dans le contexte des réformes économiques. Elles mettent toutefois l'accent sur les possibles effets négatifs de ces réformes, notamment l'approfondissement des inégalités sociales du fait de l'enrichissement de certains au détriment d'un appauvrissement de la majorité, mais aussi la privatisation de la propriété de l'État par le capital étranger. Il s'agit, en somme, de personnes qui ne croient pas pouvoir réussir par leurs propres efforts sur le marché du travail. Elles se montrent réticentes vis-à-vis des principes de la démocratie parlementaire, comme des droits civiques et humains, et une plus faible tolérance des minorités nationales, ce qui concerne notamment les Hongrois dans le contexte slovaque. Enfin, les personnes qui expriment des préjugés antisémites mettent plus souvent en avant les qualités de l'État slovaque de la Seconde Guerre mondiale, minorant les souffrances de Juifs pendant la même période.

Dans la Slovaquie d'aujourd'hui, l'antisémitisme permet notamment de délégitimer certaines autorités de la vie sociale et politique par le biais de théories du complot. Les incertitudes générées par la transformation d'une société moderne en société post-moderne et société industrielle en

7. Après la « révolution de velours » de novembre 1989 qui a amené la chute du régime communiste en Tchécoslovaquie, la Slovaquie et la Tchéquie étaient chacune dirigées par leur gouvernement national, en plus du gouvernement fédéral. Le Premier ministre de ce gouvernement national slovaque, Vladimír Mečiar, est devenu Premier ministre de la Slovaquie après la séparation de la Tchécoslovaquie en 1993, et a mis en place un régime désigné comme semi-autoritaire qui a duré jusqu'en 1998 quand son parti a perdu les élections législatives [Note de la traductrice].

société post-industrielle, conjuguées avec les processus de la mondialisation, exacerbent les attitudes extrémistes des deux pôles du spectre politique. Une adhésion alternée des paranoïaques aux extrêmes droites et aux extrêmes gauches est ainsi fréquente. L'image des Juifs en particulier se trouve fortement marquée par ces phénomènes.

La « fusion des paranoïas » représente néanmoins un phénomène encore plus inquiétant. Il s'agit d'une réception sans distinction d'angoisses de sources différentes⁸. Selon Barkun, l'adepte des théories du complot qui croit que les services de renseignement sont contrôlés par les « Illuminati de Bavière » appartient à la vieille école. Celui qui craint que les « Illuminati de Bavière reptiles unis » ne s'arrogent tout le pouvoir, peut alors être considéré comme un adepte d'une nouvelle synthèse de théories du complot. L'existence d'un grand réseau de références partagées est ensuite le résultat, selon Barkun, de tels liens.

Une pareille fusion commence à apparaître chez les antisémites et les différents extrémistes slovaques. Les théories du complot répondent à leur manière à la question de savoir qui détient le « vrai » pouvoir en Slovaquie. Les partisans des théories du complot avancent alors sans complexes que ce ne sont guère les ministres du gouvernement, mais un

centre sioniste, ou encore, sous une forme plus sophistiquée, un ensemble soudé de médias slovaques, d'organisations de la société civile, de partis politiques et de centres à l'étranger avec l'implication des services de renseignement étrangers.

Comme d'autres pays de l'Europe centrale, la Slovaquie doit redoubler d'efforts pour gérer les effets négatifs ainsi que positifs d'une mondialisation toujours plus rapide. Il devient de plus en plus compliqué dans ce contexte de rendre opérationnel le concept de pouvoir et de la division des pouvoirs. Dans ce contexte, les idées tordues des adeptes des théories du complot créent un faux espace public dans lequel ils détruisent avec succès les acquis de la « société ouverte ». Le concept d'une agora contemporaine comme espace de débat public, théorisée entre autres par Jürgen Habermas, ne trouve qu'avec peine une traduction concrète dans le contexte slovaque. L'antisémitisme sous ses formes différentes devient alors une construction dont l'efficacité n'est plus à prouver et qui fausse les débats sur l'avenir du pays en les déviant vers l'impasse. C'est alors précisément cette dimension de l'antisémitisme qui en fait un problème sociétal grave en Slovaquie, à même de compliquer et freiner l'évolution du pays vers une démocratie libérale digne de ce nom.

8. Michael Barkun, *A Culture of Conspiracy: Apocalyptic Visions in Contemporary America*, Berkeley, University of California Press, 2003.

Pologne : une loi antidémocratique qui réveille les démons antisémites¹

Par **Jean-Charles Szurek**, directeur de recherche émérite au CNRS

L'adoption, par la Diète, puis par le sénat polonais, d'une loi pouvant punir jusqu'à trois ans de prison quiconque « attribue à la République de Pologne et à la Nation polonaise, publiquement et contrairement à la réalité des faits, la responsabilité ou la coresponsabilité de crimes nazis perpétrés par le III^e Reich allemand » est inouïe car elle constitue une atteinte rare à la liberté de la recherche en régime démocratique.

Les autorités de Varsovie ont avancé qu'elles entendaient protester contre l'usage répandu de l'expression « camps polonais de la mort » dans l'espace public par une mesure destinée à faire « réfléchir » les auteurs, chercheurs ou journalistes, imprudents. Du fait de la « mondialisation » de la mémoire, l'expression « *Polish death camps* » s'est en effet développée depuis une quinzaine d'années, surtout dans le monde anglo-saxon, pour signifier, par un raccourci de langage manifeste, que les camps nazis (de concentration et centres de mise à mort) avaient été installés sur les territoires polonais occupés par les nazis. Pour l'opinion polonaise, cette expression est effectivement infamante : la Pologne, pays martyr, a perdu près de six millions de ses citoyens (dont trois millions de Juifs) pendant la guerre, sa capitale a été rasée, ses élites décimées. L'État polonais avait d'ailleurs décidé, dès 1945-46, de

1. Cet article a initialement été publié le 19 mars 2018 sur Telos, sous le titre « Pologne : pourquoi une loi sur la "vérité" en histoire ? », <https://www.telos-eu.com/fr/pologne-pourquoi-une-loi-sur-la-verite-en-histoire.html>. Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur et de l'éditeur.

préserver la mémoire des victimes, notamment par la création de la Commission d'investigation des crimes allemands en Pologne, chargée de collecter les traces des actions des troupes d'occupation et qui alimenta en preuves les grands procès contre les criminels nazis, ou le musée d'Auschwitz créé en 1947.

Il n'est pas sûr cependant qu'une loi puisse enrayer l'expansion de cette expression. Mais le véritable objectif de cette loi se situe ailleurs. Sans que le mot « juif » y figure, ce sont pourtant essentiellement les recherches menées par une équipe d'historiens polonais, regroupée autour de la revue *Zagłada Żydów* (Extermination des juifs) depuis une quinzaine d'années, qui sont visées. En 2000, un historien américain d'origine polonaise, Jan Gross, publia un livre qui ébranla la société polonaise² : il y démontrait que, dans une bourgade des territoires orientaux de la Pologne, Jedwabne, passée, en juin 1941, de l'occupation soviétique à l'occupation allemande, c'étaient des Polonais, paysans pour la plupart, qui avaient assassiné la quasi-totalité de leurs voisins juifs (plusieurs centaines de personnes). Ce meurtre n'était pas isolé, les habitants juifs d'autres bourgades connurent le même sort. Si l'opinion fut choquée au point qu'un débat national de grande ampleur se déroula – la Pologne est le troisième pays après l'Allemagne et la France à avoir affronté ce passé-là par des actes de repentance officiels (le président polonais se rendit à Jedwabne soixante ans, jour pour jour, après le massacre) – c'est qu'il ébranlait le mythe d'une Pologne innocente³. Il paraissait impossible que, dans une société de victimes, celle du « Christ des nations », on pût assassiner d'autres citoyens polonais du fait qu'ils étaient juifs. Mais était-ce si étonnant dans un pays pourtant connu par son antisémitisme ? Paradoxalement oui, car le passé juif fut *occulté* entre 1945 et 1989⁴.

Les traces de l'histoire officielle

En effet, dès la consolidation du régime communiste, la martyrologie que le pouvoir promeut est exclusivement polonaise, entretenue par les autorités à des fins de légitimation. Dans le dispositif martyrologique, il n'y eut pas de place pour deux nations, surtout pour celle – les juifs – qui avait perdu 90 % de ses membres et dont les survivants quittaient massivement une terre de cendres. Durant toute la période communiste, les juifs furent absents de l'historiographie « centrale » (livres d'histoire, livres scolaires, films) au point que l'opinion publique croyait sincèrement qu'Auschwitz concernait principalement les Polonais (si ce camp est le plus grand cimetière juif avec un million de victimes, il est également le plus

grand cimetière polonais avec 70 000 victimes). Par le truchement d'une anonymisation propre à l'antifascisme soviétique de l'après-guerre et d'une polonisation des victimes juives, le destin des juifs sous l'Occupation allemande avait intégré l'autre page blanche majeure, le meurtre des officiers polonais à Katyn. Mais si personne n'ignorait les véritables auteurs du crime de Katyn, la question de la page blanche juive, elle, s'était enfouie dans un refoulement collectif. Comme l'écrivit Stefan Wilkanowicz, un des principaux intellectuels catholiques qui entama, dès 1970, un dialogue interreligieux avec les églises allemandes sur la signification d'Auschwitz, les juifs « avaient été oubliés ».

Il serait cependant erroné de penser que les juifs furent alors totalement absents de l'espace public. La petite communauté juive résiduelle eut droit à une existence légale. L'Institut historique juif de Varsovie, créé en 1947, abrita notamment les milliers de témoignages des rescapés du génocide en terre polonaise, ainsi qu'une maison d'édition et deux revues (une en polonais, l'autre en yiddish). C'est en son sein que fut écrite l'histoire de la shoah, avec des publications parfois remarquables même si l'Institut épousait *nolens volens* l'histoire officielle (par exemple, de nombreux écrits relataient « l'aide apportée par les Polonais aux juifs » et rangeaient les *szmalcowniki* – ces maîtres chanteurs qui attendaient par milliers les juifs aux sorties du ghetto de Varsovie – dans une « délinquance propre à chaque société »). Mais cette écriture de l'histoire juive dépassa rarement le cercle des spécialistes ou des personnes concernées. Ce n'est que vers la fin du régime, dans les années 1980, dans le contexte de sa décomposition progressive, que le passé juif resurgit dans la société polonaise : d'abord à propos du Carmel d'Auschwitz, puis de la discussion publique autour du film *Shoah* de Claude Lanzmann, enfin d'un article de l'intellectuel Jan Blonski intitulé « Les pauvres Polonais regardent le ghetto » (en référence au poème de Czesław Miłosz « Pauvre chrétien, regarde le ghetto »)⁵ qui posait crûment la question d'une coresponsabilité polonaise dans le génocide.

La Pologne démocratique de l'après-89 a accentué ce mouvement, surtout après le débat autour du livre de Jan Gross. L'équipe d'historiens polonais susmentionnée, à partir de nouvelles sources systématiquement étudiées, se lança dans des recherches qui mirent en évidence que, dans le « face à face judéo-allemand », le « témoin polonais » avait souvent prêté main-forte aux nazis. Qu'il s'agisse des formations de la police polonaise, des pompiers, des maires ruraux, voire de simples paysans, cette aide n'avait pas été négligeable. Le mérite

2. Jan Gross, *Les Voisins. Un pogrom en Pologne, 10 juillet 1941*, Paris, Fayard, 2002.

3. Jean-Yves Potel, *La Fin de l'innocence. La Pologne face à son passé juif*, Paris, Autrement, 2009.

4. Jean-Charles Szurek, *La Pologne, les Juifs et le communisme*, Paris, Michel Houdiard, 2012.

5. Jan Blonski, « Les pauvres Polonais regardent le ghetto », *Les Temps modernes*, n° 16/1989.

des Justes polonais reconnus par l'institut Yad Vashem – le groupe le plus nombreux (près de 7 000 sur un total de plus de 25 000) – n'en est que plus méritoire. Plus de 700 Polonais ont perdu leur vie à avoir voulu sauver des juifs.

Il est donc concevable que, entre héroïsme et victimisation, l'opinion ne sache quelle « place » accorder au meurtre des juifs, d'autant que 90-95 % d'entre eux ont été assassinés par les Allemands. D'autant aussi que, depuis l'avènement du parti Droit et Justice en 2015, c'est une lecture nationaliste

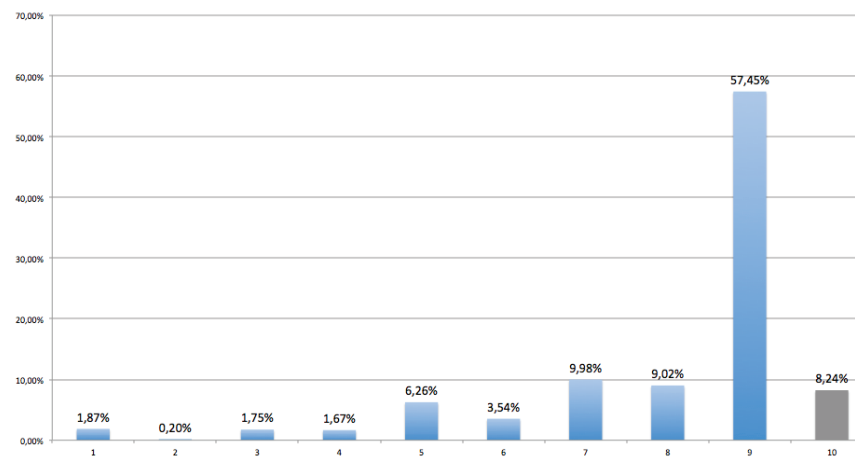
outrancière qui domine et qui entend revenir sur les acquis historiques de la nouvelle école polonaise. Les autorités de Varsovie n'ont rien trouvé de mieux que de convoquer une loi – au stade actuel le président polonais, après l'avoir signée, attend un retour du Tribunal constitutionnel – pour défendre « l'honneur de la nation » en introduisant une sorte d'interdit professionnel. Elles n'ont perçu ni qu'un tel dispositif était antidémocratique ni qu'elles réveillaient les démons antisémites.

Les Juifs ont enlevé des enfants pour des *matsoth*? De plus en plus de Polonais le pensent. Une enquête alarmante¹

Par **Krzysztof Pacewicz**, journaliste à OKO.press et Res Publiki Nowa, philosophe, doctorant à la faculté Artes Liberales de l'Université de Varsovie. Traduit du polonais par Ewa Tartakowsky

« Les hommes politiques ont enfourché le cheval de l'antisémitisme. Le gouvernement du PiS se comporte comme les communistes en 1968 », résume le professeur Michał Bilewicz. Comme en témoignent les enquêtes qu'il mène depuis plusieurs années, les sentiments antisémites gagnent rapidement en popularité, constituant un terreau fertile à la tonalité antisémite et anti-israélienne des propos et de l'action du gouvernement.

Après la vague de critiques au niveau mondial – y compris aux États-Unis et en Israël – suite au vote de la réforme de la loi sur l'Institut de la mémoire nationale (IPN) [voir l'article de Jean-Charles Szurek, p. 9 ndr], on a vu émerger des propos antisémites dans les médias publics. Et une récente enquête montre que de 2009 à 2017, les sentiments antisémites sont en hausse² constante.



Graphique 1. Déshumanisation des Juifs : réponses des enquêtés à la question portant sur les stades de l'évolution des personnes d'origine juive (de 1 à 9). 8,24 % d'enquêtés n'ont pas répondu à la question (colonne grise).

Les résultats de l'enquête concernant les processus de déshumanisation des Juifs paraissent particulièrement éclairants. Après avoir montré aux enquêtés des illustrations de l'échelle des étapes d'évolution des hominidés, où 1 renvoie au singe et 9 à l'homme, les enquêtés devaient classer les personnes d'origine juive sur cette échelle. 34 % des Polonais les ont classées entre 1 et 8, signifiant ainsi qu'ils ne les considèrent pas comme pleinement humains. Ce qu'illustre le graphique 1.

1. Le présent article a été initialement publié sous le titre « Żydzi porywali dzieci na macę? Polacy coraz częściej tak uważają. Wstrząsające liczby » dans Oko.press, le 31 janvier 2018. Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur et de l'éditeur. <https://oko.press/zydzi-porywali-dzieci-mace-polacy-coraz-czesciej-uwazaja-wstrzasajace-liczby/>.

2. Dominika Bulska et Mikołaj Winiewski, *Powrót zabobonu : Antysemityzm w Polsce na podstawie Polskiego Sondażu Uprzedzeń 3* (Retour du préjugé : l'antisémitisme en Pologne sur la base du Sondage polonais de préjugés 3), Centrum Badań nad Uprzedzeniami, Varsovie, 2017. Les graphiques de cet article sont reproduits de ce rapport.

Plus grande la haine³, plus grandes les simplifications...

Michał Bilewicz, directeur du Centre d'études sur les préjugés (Université de Varsovie), commente ainsi les résultats de cette récente enquête : « *Certainement, le fait que ce type de propos [antisémites – ndr] arrive aujourd'hui dans le mainstream, alors qu'avant ils étaient présents seulement à la marge de la politique polonaise (dans les éditions de Leszek Bubel ou dans la presse de l'extrême droite), contribue à les "normaliser", à les rendre légitimes et acceptables. Nos recherches montrent que plus on est en contact avec le discours de haine, plus on a tendance à accepter l'hypothèse de la violence vis-à-vis de ceux qui sont l'objet de cette haine. Bref: plus on va lire du "hejt" antisémite, moins on va tolérer les Juifs dans notre entourage et plus on va accepter les comportements violents à leur égard.* »

Bilewicz considère qu'« *il s'agit d'un processus dangereux, nourri par des propos publics comme ceux du journaliste Rafał Ziemkiewicz, qui utilise publiquement l'expression "avares parasites" (chciwe paruchy) pour désigner les Juifs qui ne partagent pas sa vision de la narration historique. L'expression "avares parasites" relève d'un langage de haine évident, basé sur un stéréotype complotiste. Le manque de réaction des médias publics à un propos prononcé à la télévision publique TVP Info témoigne de ce qu'ils ne réalisent pas leur mission.* »

L'antisémitisme traditionnel

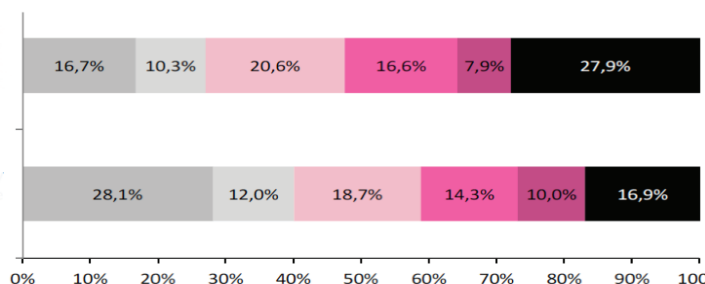
Comme le montre le rapport *Retour du préjugé: l'antisémitisme en Pologne*, on assiste à une augmentation des postures d'« antisémitisme traditionnel », qui incluent d'anciennes croyances sur l'enlèvement des enfants par les Juifs (« pour produire des *matsoth* ») ou sur la responsabilité des Juifs dans la crucifixion du Christ.

En 2017, le pourcentage des réponses affirmatives à ces questions est à peu près deux fois plus important qu'en 2009 (10-13 % en 2009 contre 24-25 % en 2017).

Assiste-t-on chez les Polonais à un retour aux heures les plus sombres de l'histoire d'avant-guerre ?

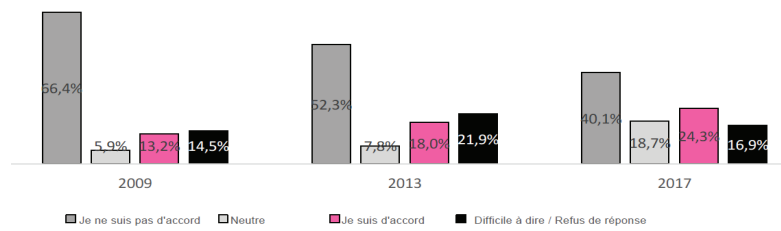
Dans le passé, les Juifs étaient accusés de voler des enfants chrétiens. Pensez-vous que ce type d'enlèvements a eu lieu ?

Est-ce que les Juifs d'aujourd'hui sont responsables de la crucifixion du Christ ?

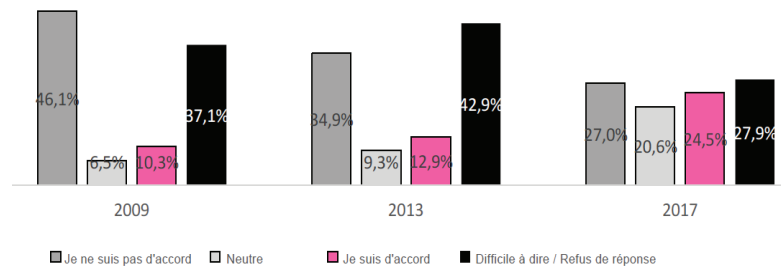


Graphique 2. Antisémitisme traditionnel

3. Dans la version polonaise de l'article, l'auteur utilise le terme « hate ». Celui-ci a été polonisé et est entré dans le langage courant et scientifique. « Hejt » renvoie au discours/langage de la haine [ndlr].



Graphique 3. Antisémitisme traditionnel 2009, 2013, 2017. Réponses à la question : est-ce que les Juifs d'aujourd'hui sont responsables de la crucifixion du Christ ?

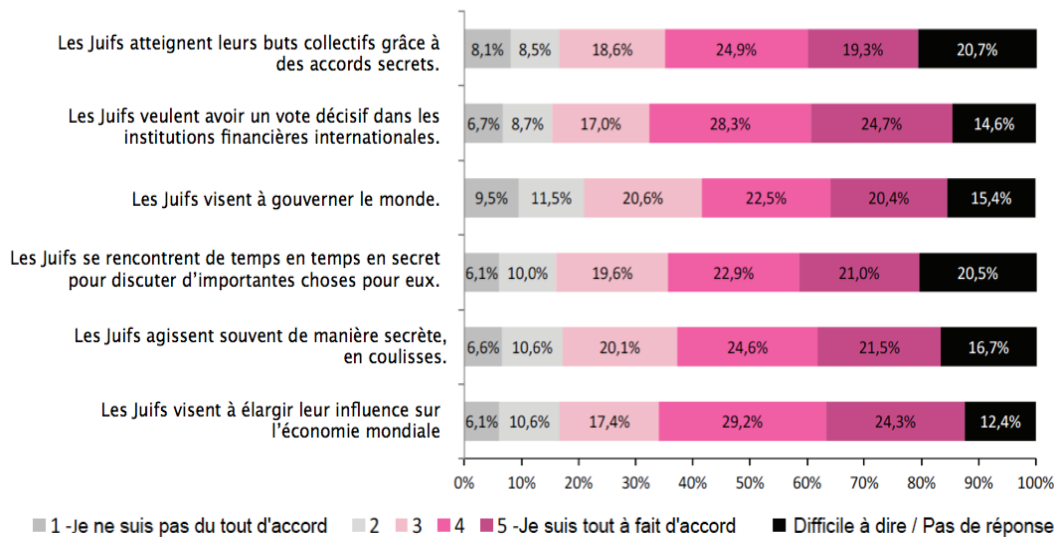


Graphique 4. Antisémitisme traditionnel 2009, 2013, 2017. Réponses à la question : dans le passé, les Juifs étaient accusés de voler des enfants chrétiens. Pensez-vous que ce type d'enlèvements a eu lieu ?

La croyance dans le complot juif se porte bien

Quel est le lien entre cet état de choses et le récent conflit autour de la réforme de la loi sur l'IPN ? Michał Bilewicz considère que « *le soubassement des propos antisémites de ces derniers jours, c'est l'existence d'un lobby juif coordonnant les activités d'Israël et de la diaspora aux États-Unis pour nuire à la Pologne. Les protestations contre la réforme liberticide de la loi sur l'IPN qui invalide la libre circulation des thématiques de l'histoire des Juifs polonais, sont dénoncées comme une intrigue visant la réalisation de buts concrets, y compris économiques. Cette façon de penser relève du stéréotype complotiste, qui attribue aux Juifs une tendance à agir en coulisses et qui présente les Juifs comme une force homogénéisée par des objectifs communs.* »

Bilewicz souligne que ce stéréotype du Juif est assez répandu en Pologne : « *comme le montre notre enquête de 2017, le groupe de Polonais qui le partage est plus important que celui qui le réfute.* »



Graphique 5. Antisémisme complotiste

L'antisémisme secondaire

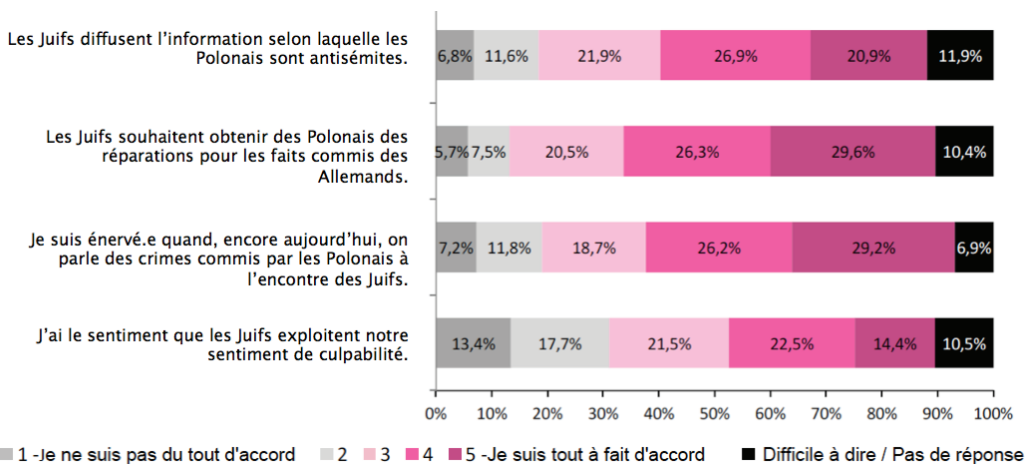
Comme le souligne Bilewicz, le rejet important des Juifs témoigne d'un « antisémisme secondaire », c'est-à-dire qui se base sur la réticence à parler des crimes commis contre les Juifs, sur la négation de la violence antijuive, sur l'ignorance de toute manifestation antisémite.

L'action du gouvernement PiS par rapport à la réforme de la loi sur l'IPN rappelle à cet égard les politiques du pouvoir communiste de 1989 : « *les hommes politiques ont enfourché le cheval de l'antisémisme secondaire en pleine course et essaient de cette manière de rallier la sympathie des électeurs. Cela ressemble à 1968. Déjà en 1967, les sondages témoignaient d'un fort sentiment antisémite dans la société. Moczar [Mieczyslaw, ministre des Affaires intérieures en mars 1968, ndlr] a utilisé ces sentiments. Aujourd'hui les hommes politiques font la même chose.* ».

L'enquête de 2017 montre que la plus grande partie des Polonais attribuent

aux Juifs des motifs empreints d'hostilité, comme considérer qu'ils souhaitent obtenir des Polonais des réparations pour les faits commis par les Allemands.

Le rapport du Centre d'études des préjugés (Université de Varsovie), mentionne que si les préjugés sont plus souvent exprimés par des « *personnes plus âgées, plus pauvres et dotées d'un niveau d'éducation plus faible* », cette corrélation n'est pas très forte, ce qui signifie que les préjugés en question sont présents dans tous les groupes sociaux. Si le rapport mentionne que « *l'antisémisme en Pologne est aujourd'hui plutôt le domaine des personnes qui se déclarent de droite* », plus de 85 % des enquêtés ont déclaré qu'ils ne connaissent personnellement aucun Juif. On a donc affaire à un « antisémisme sans Juifs », à des préjugés construits sur la base d'opinions tenues dans la famille, par des amis ou par des médias et non sur la base de contacts personnels.



Graphique 6. Antisémisme secondaire

La République tchèque, un pays sans antisémitisme ?

Par **Zbyněk Tarant**, chercheur au Département d'études moyen-orientales, Université de Bohême occidentale. Traduit de l'anglais par Lucie Robin

La République tchèque est-elle fidèle à son image de « pays sans antisémitisme » ? Ce rapport révèle que, malgré le cantonnement de l'antisémitisme à la frange radicale de la société tchèque, certaines tendances pourraient à l'avenir présenter une menace.

Depuis la Révolution de Velours en 1989, le peuple tchèque vit sa plus longue période de démocratie et d'indépendance nationale. Le régime démocratique a supporté plusieurs crises politiques, la séparation pacifique de la Slovaquie en 1993 et, malgré une situation économique fluctuante, le pays est souvent considéré comme le meilleur exemple de transformation d'un régime totalitaire à économie centralisée à une démocratie libérale. La République tchèque profite, depuis la dissipation de la récession économique de 2009, d'une période de prospérité. Au cours des trois dernières années, on a observé une augmentation annuelle du PIB de plus de 3 %, parallèlement à une chute du taux de chômage sous les 4 %¹, si bas que le gouvernement a même du mal à faire face à une pénurie de main-d'œuvre. Le pays reçoit toujours d'excellentes notations dans les domaines de la sécurité et de la paix² ainsi que de la liberté d'expression³.

Préjugés antisémites : un aperçu

Les liens historiques entre la République tchèque et Israël restent forts, et se reflètent dans les relations économiques et les échanges, puisqu'Israël est la troisième destination des exportations tchèques, juste après les États-Unis et la Chine, pour un

montant de 117 millions d'euros en 2016.

Environ 160 000 Israéliens se sont rendus en République tchèque en 2016, qui est globalement considérée comme une destination très sûre par les touristes israéliens⁴. La popularité de Prague auprès des Juifs et des touristes israéliens pourrait occulter le fait que la population juive tchèque continue de décroître, et ne compte plus aujourd'hui que trois à quatre mille membres, dont seuls quelques centaines forment le cœur actif de la communauté⁵. En dépit d'un environnement relativement sûr et de bonnes conditions de vie après la chute du communisme, la communauté ne s'est jamais remise du choc démographique causé par la Shoah et l'émigration d'après-guerre.

Le rapport Global100 de l'Anti-Defamation League concluait en 2014 que 13 % de la population tchèque pouvait entretenir des préjugés antisémites, ce qui est bien en dessous de la moyenne d'Europe occidentale et orientale⁶. Un sondage sur la distance sociale, réalisé auprès de divers groupes ethniques et nationaux en avril 2016, montre que les comportements des Tchèques envers les Juifs sont neutres à légèrement positifs. Les Juifs étaient classés dans la meilleure catégorie, avec les Américains, les Britanniques, les Français et les Slovaques.

La crise des réfugiés de 2015 (ou « crise migratoire » dans le discours tchèque) a majoritairement épargné le pays. Environ 1 500 demandeurs d'asiles, la plupart originaires d'Ukraine ou de républiques post-soviétiques, passent la frontière chaque année. En dépit de cela, la fréquence du traitement de la crise des réfugiés dans les médias a créé une situation paradoxale de « crise des réfugiés sans réfugiés ». Le discours anti-immigration, habituellement considéré comme un sujet d'extrême droite, a été repris par le grand public et les politiciens, dont le Président Miloš Zeman, ce qui ôta la parole à l'extrême droite, privée de son argument. Les sympathisants de l'extrême droite non antisémite ont été majoritairement attirés par le Parti de la Démocratie directe (*Strana přímé demokracie*, SPD), qui a

1. « Zaměstnanost, nezaměstnanost », Office tchèque de la statistique, https://www.czso.cz/csu/czso/zamestnanost_nezamestnanost_prace [consulté le 27 janvier 2018].

2. La République tchèque se classe sixième au Global Peace Index. Voir : <http://www.czechcompete.cz/politics/macroeconomic-indicators-economic-growth/2017-global-peace-index-czech-republic-remains-among-most-peaceful-countries> [consulté le 27 janvier 2018].

3. Un rapport Freedom House sur la République tchèque la qualifie de « libre » avec un score de 94 points sur un total possible de 100 : <https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2017/czech-republic> [consulté le 27 janvier 2018].

4. Statistiques touristiques en République tchèque : Touristes en Tchéquie. *Aktualne.cz*, le 25 juin 2017, disponible sur : <https://zpravy.aktualne.cz/ekonomika/turiste-v-cesku/r~39181512571f11e7898e002590604f2e/> [consulté le 27 janvier 2018].

5. Sergio DellaPergola estime la communauté juive tchèque à environ 3 900 personnes. Sergio DellaPergola, *World Jewish Population. Berman Jewish DataBank*, 2013. Annexe A., <http://www.jewishdatabank.org/studies/downloadFile.cfm?FileID=3113> [consulté le 27 janvier 2018].

6. « Global 100 – Czech Republic », *Antidefamation league*, <http://global100.adl.org/#country/czech-republic/2014> [consulté le 27 janvier 2018].

remporté plus de 10 % des votes et obtenu 22 sièges au Parlement, ce qui représente la plus importante progression électorale d'un parti d'extrême droite dans l'histoire post-communiste de la République tchèque.

Les partis et mouvements explicitement antisémites, comme la Démocratie nationale fasciste ou le Parti des Travailleurs néonazi (*Dělnická strana*), ont récolté moins de 0,5 % aux élections de 2017. Alors que le Parti de Démocratie directe n'est pas ouvertement antisémite, certains de ses membres sont influencés par des théories conspirationnistes comme « Chemtrails », « Illuminati », « le Nouvel ordre mondial » ou « la conspiration des vaccins ». Le 10 novembre 2017, un des membres du SPD, le député Jaroslav Staník a exprimé le désir de « gazer les homosexuels, les Juifs et les Roms juste après la naissance ». Le parti ne s'est jamais excusé de ces propos, que le député a démentis lui-même.

L'antisémitisme sur Internet

Le dernier rapport sur l'antisémitisme publié en 2015 par la Fédération tchèque des Communautés juives indique que la plupart des manifestations antisémites avaient eu lieu en ligne, tandis que presque aucun acte violent n'était enregistré, seulement des actes de vandalisme ou de harcèlement isolés. Malgré l'augmentation des provocations en ligne, la communauté juive tchèque ne percevait pas de menace imminente⁷. Il existe environ 112 sites Internet antisémites en langue tchèque en 2017, des grands portails en ligne aux petits blogs.

La scène antisémite tchèque est actuellement étroitement liée à celles des adeptes des théories du complot, que l'on appellera ici *conspirationnisme*, qui est lui-même davantage exposé à l'influence de la scène des *fake news* pro-Kremlin⁸. Bien que tous les sites pro-Kremlin ne soient pas nécessairement antisémites, tous les sites antisémites ont tendance à partager les *fake news* pro-Kremlin, dont la propagande officielle russe (Sputnik, RT, etc.). Les mouvements antisémites les plus enragés ne peuvent actuellement pas être décrits dans le cadre du spectre gauche/droite. Des études ont montré que les partisans d'extrême gauche (tels que les communistes) lisaient, aimaient et partageaient des contenus en ligne très similaires à leurs homologues d'extrême droite. Les mouvements antisémites ont ainsi tendance à suivre la ligne russe

au sujet des affaires internationales ou des questions géopolitiques, comme le Kosovo, la guerre russo-ukrainienne ou le soutien à Bachar el-Assad. Malgré quelques dissonances au sein de l'extrême droite lors de la Révolution de Maïdan en 2014, la majorité des néo-nazis et fascistes ont choisi de s'aligner également sur Poutine, même si cela impliquait d'abandonner leurs camarades ukrainiens du Secteur droit.

Bien que ce phénomène des *fake news* soit souvent rattaché à la guerre russo-ukrainienne, la plupart de ces sites Internet sont en réalité bien plus anciens. Par exemple, *Zvědavce* ou le site conspirationniste et ésotérique *Osud* existent depuis 1999 au moins – des années avant Facebook, Twitter ou YouTube. De la même manière, les sites tels que *Czech Free Press* ou *New World Order Opposition* remontent à plusieurs années avant le début de la guerre russo-ukrainienne en 2014. Il est cependant vrai que l'activité de la scène conspirationniste et des *fake news* s'est largement intensifiée depuis 2014. De nouveaux sites apparaissent, comme *Aeronet*, *AC24*, *OutsiderMedia*, *Orgo-net*, *Svobodné Noviny*, *Leva-Net*, *Svobodný vysílač* etc.

Dans certains cas, une seule personne pilote plusieurs sites antisémites (c'est le cas par exemple de Pavel Hlávka, qui publie *Free Transmitter* et *InfoWars.cz*). Certaines des personnalités qui se cachent derrière ces sites sont réputées dans leurs quartiers pour être de petits escrocs, tandis que d'autres dirigent diverses entreprises ésotériques comme les « jardins de méditation » ou des librairies ésotériques. Certains d'entre eux, comme le fondateur du tristement célèbre *Aeronet* sont extrêmement secrets et deviennent facilement agressifs lorsqu'on cherche à découvrir leur identité. Parmi les personnalités connues derrière ces sites Internet comptent des figures publiques majeures, comme le sénateur et magnat des jeux Ivo Valenta, dont l'entreprise *OUR Media* est à la tête du site *Parliamentary papers*. Le site Internet compte actuellement plus de lecteurs que certains de ses homologues grand public⁹ et occupe une place particulière dans le réseau. Il sert de chambre d'écho à des sites de *fake news* plus radicaux tout en utilisant son nom aux consonances « officielles » pour s'adresser à une audience russe comme si ses contenus émanaient « officiellement » du parlement tchèque.

Parmi les autres figures majeures des sites antisémites tchèques figurent encore

7. « Výroční zpráva o projevech antisemitismu » (Rapport annuel sur les manifestations antisémites), Federace židovských obcí (Fédération des Communautés juives), le 17 mai 2016, disponible sur : <https://www.fzo.cz/3031/vyrocní-zpráva-o-projevech-antisemitismu-v-cr-za-rok-2015/> [consulté le 27 janvier 2018].

8. Je définis les *fake news* comme « de la désinformation volontaire dont les auteurs savaient, au moment de leur création, que ces informations étaient erronées ». Une opinion politique divergente n'est pas une *fake news*, même si elle nous déplaît. On peut citer en exemple de *fake news* des images rognées afin de les isoler de leur contexte ou retouchées pour créer une fausse réalité.

9. Selon les statistiques de NetMonitor, *Parlamentní listy* compte presque autant de visiteurs que certains des grands sites d'information tels que *Lidovky.cz* ou *iHned.cz*. Source : « Statistika NetMonitor – Přehled českého internetu : Podrobná statistika », Kurzy.cz, le 16 juillet 2017. disponible sur : <http://www.kurzy.cz/~nr/tema/netmonitor/?sf=ru> [consulté le 27 janvier 2018].

Petr Hájek, l'ancien conseiller politique du président Václav Klaus (site Internet *Counter Current*), ou l'ancien ministre de la santé socio-démocrate Ivan David (site Internet *The New Republic*). Le sénateur Jaroslav Doubrava, le sénateur, ancien député et ancien juge de la Cour Suprême Jaroslav Vyvadil, ainsi que certains députés du SPD relaient régulièrement des contenus antisémites sur Facebook.

Incidents notables

L'antisémitisme survit dans le pays sous forme latente et, dans une grande mesure, cet antisémitisme n'implique pas de Juifs. Les incidents antisémites restent rares en République tchèque, mais certains plus notables se produisent cependant. L'année 2015 a vu les partis d'extrême droite tenter de relier le discours anti-réfugiés aux théories du complot antisémite, accusant les Juifs soit d'être à l'origine de la crise des réfugiés, soit de profiter de la rhétorique antimusulmane pour mobiliser des soutiens à Israël¹⁰. Ils n'ont jamais été intégrés aux discours grand public et sont restés à la marge de la société. En 2017, ils semblent s'être évaporés, mais un événement majeur, comme une attaque terroriste en Europe occidentale, pourrait les réveiller. Le cas le plus éloquent s'est produit le 17 novembre 2016, quand certains discours invoquant les Protocoles des Sages de Sion ont été prononcés devant un rassemblement anti-immigration en soutien au président Miloš Zeman¹¹. Le rassemblement avait été organisé par l'*Association for our Culture and Safe Country*, pro-Kremlin et intimement liée au parti fasciste Démocratie nationale.

Ces deux dernières années ont également vu un désaccord au sujet de la restauration d'un cimetière dans la ville de Prostějov en Moravie se muer en une série de médisances, de prospectus et de dessins antisémites. Le journal local *Prostějovský večerník*, propriété d'un représentant de la municipalité, a contribué à les encourager. Ce dernier incident est d'autant plus remarquable qu'il a été accompagné d'un discours de théologie du remplacement, porté à son paroxysme par la profanation d'un monument commémoratif en 2017. La découverte de l'existence de poches d'antijudaïsme chrétien si localisées a été une surprise dans un pays habituellement considéré comme athéiste ou agnostique.

En novembre 2017 puis de nouveau en

janvier 2018, le leader du parti politique de Démocratie nationale fasciste et antisémite, Adam Bartoš, a été condamné à une peine de probation. Bartoš était connu pour sa tentative de raviver l'affaire du sang Hilsner de Polná, ainsi que pour ses publications qui incluent des écrits négationnistes et les Protocoles des Sages de Sion. Bien que les deux douzaines de livres qu'il a publiés ne représentent qu'une goutte dans le vaste océan du marché du livre tchèque¹², les activités de ces éditeurs peuvent être vues comme le signe d'une confiance grandissante.

Conclusion

En dépit de plusieurs incidents verbaux et d'une activité croissante des mouvements extrémistes sur l'espace numérique, la République tchèque demeure un pays sûr pour les Juifs. La relation forte que le pays entretient avec Israël et le rejet de l'antisémitisme par la majeure partie de la société peuvent être considérés comme des tendances positives. Cependant, les tendances anti-libérales similaires qui s'imposent dans certains pays d'Europe, aux États-Unis et même en Israël se font également sentir en République tchèque. La démocratie tchèque fêtera bientôt son trentième anniversaire, et la société se trouve divisée entre pro-Est ou pro-Ouest. Les discours clivant des leaders politiques tels que Miloš Zeman et d'autres contribuent à creuser cet écart.

On peut attendre de nouveaux défis de l'impact grandissant des *fake news* et du rôle de la propagande russe dans ce phénomène, dans la mesure où la scène des *fake news* est apparue dans ce pays sur des sites Internet antisémites et conspirationnistes, et ne s'est vu envahir par les « trolls pro-Kremlin » que plus tard. Alors que la propagande russe elle-même n'est pas délibérément antisémite, l'appui pragmatique qu'elle trouve sur les médias antisémites et conspirationnistes pourrait donner lieu à une recrudescence de l'antisémitisme comme effet collatéral, même des années après que la propagande a choisi de s'orienter vers des canaux différents. Cela étant dit, certains des récents incidents et l'implication de personnalités majeures montrent cependant qu'il ne faudrait pas sous-estimer les sources domestiques d'antisémitisme, les niches et poches locales qui sont toujours bien vivantes, même au sein d'une société tchèque pro-Israël.

10. Zbyněk Tarant, « L'antisémitisme en réponse à la vague de réfugiés de 2015 – le cas de la République tchèque », *ISGAP Flashpoint*, n° 13, le 28 janvier 2016, disponible sur : <https://isgap.org/flashpoint/antisemitism-in-response-to-the-2015-refugee-wave-the-case-of-the-czech-republic/> [consulté le 27 janvier 2018].

11. Discours de Jaroslav Vencel au rassemblement de la plaine de Letná, Prague, le 17 novembre 2016. Observation personnelle et enregistrement par l'auteur.

12. Environ 17 000 titres sont publiés chaque année en langue tchèque. « V Česku loni vyšlo 17.815 knih, z toho 5559 titulů beletrie », *Czech Press Agency*, le 5 mai 2017, disponible sur : <http://www.ceskenoviny.cz/zpravy/v-cesku-loni-vyslo-17-815-knih-z-toho-5559-titulů-beletrie/1481530> [consulté le 27 janvier 2018].

L'antisémitisme en Roumanie, un sujet d'inquiétude ?

Par **Marius Cazan**, chercheur à l'Institut national Elie Wiesel pour l'étude de la Shoah en Roumanie. Traduit de l'anglais par Lucie Robin

L'antisémitisme a fait partie intégrante du discours politique, intellectuel et spirituel roumain (souvent même mis en pratique) à partir de la moitié du XIX^e siècle. Depuis, les politiciens et intellectuels les plus en vue ont diffusé l'éventail complet des stéréotypes antijuifs, ainsi que diverses accusations de séparatisme, impérialisme économique et conspiration. Aujourd'hui, même si les incidents antisémites physiques restent mineurs en Roumanie, l'espace virtuel permet aux discours de haine et aux messages extrémistes de se développer et de trouver une première audience.

Bref rappel du contexte historique

En 1829, le Traité d'Adrianopole a ouvert les principautés de Moldavie et de Valachie vers le commerce international. Avant cet événement, les communautés juives des deux territoires étaient assez restreintes (environ 10 000 personnes en Valachie et pas plus de 12 000 en Moldavie). Après l'unification des principautés en ce que les historiens appellent le Vieux Royaume, en 1859, la population juive avait déjà atteint 135 000 personnes.

La première Constitution roumaine de 1866 stipule que « seuls les étrangers d'obédience chrétienne peuvent devenir Roumains ». Cette disposition était dirigée contre les Juifs, perçus comme des concurrents à la classe moyenne émergente du groupe ethnique roumain. L'indépendance de 1877-1878 (suite à la guerre russo-turque de 1877) a été influencée par les grandes puissances européennes au travers de l'application du principe d'égalité des droits civiques et politiques. Cela impliquait que l'État roumain accorde à la communauté juive la totalité des droits civiques. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le nombre de Juifs recevant la nationalité roumaine est resté faible à cause de l'extrême complexité de la procédure, la naturalisation étant accordée à titre individuel.

Au cours des dernières décennies du XIX^e siècle et des premières années du XX^e, l'antisémitisme est devenu partie intégrante du discours public de la Roumanie. Les politiciens

et intellectuels les plus en vue ont diffusé l'éventail complet des stéréotypes antijuifs ainsi que diverses accusations de séparatisme, impérialisme économique et conspiration juifs. En 1910, A.C. Cuza and Nicolae Iorga, deux intellectuels de la ville d'Iassy, fondent le Parti national démocratique, premier parti politique dont le programme est explicitement antisémite. Après la guerre, l'antisémitisme de Iorga se fait plus modéré, tandis qu'A.C. Cuza devient un modèle pour la jeune génération d'antisémites d'entre-deux-guerres.

La Roumanie d'entre-deux-guerres était un état hétérogène ethnique. Les nouvelles provinces qui ont rejoint le Vieux Royaume présentent une situation ethnique très diversifiée. La Transylvanie et ses fortes communautés hongroises et juives, la Bucovine et sa communauté juive émancipée, la communauté allemande et la Bessarabie et sa grande diversité d'ethnies (les juives, les russes, les allemandes) ont fait de la grande Roumanie un État multiethnique. Les Juifs de Transylvanie étaient constamment accusés d'entretenir des affinités pro-hongroises tandis que ceux de la Bessarabie étaient considérés comme des bolchéviques par les antisémites. En 1923, A.C. Cuza et Nicolae Paulescu (aujourd'hui reconnu pour avoir découvert l'insuline, idéologue antisémite à l'époque) ont fondé la LANC (la Ligue de défense nationale chrétienne), qui militait pour établir des quotas d'admission des Juifs dans les universités ou les écoles. En 1927, un groupe de jeunes membres menés par Corneliu Zelea Codreanu quitte la LANC pour fonder la Légion de l'Archange Michel, également appelé « Mouvement légionnaire », mouvement fasciste roumain d'entre-deux-guerres qui arrive au pouvoir en 1940. En décembre 1937, Octavian Goga, le chef du Parti national chrétien, résultant de l'union de la LANC et du Parti national agraire de Goga, est chargé de former un gouvernement. On fait passer des lois discriminatoires contre la population juive, et les violences contre les Juifs et leurs propriétés s'intensifient au cours des années qui suivent. On met également en place des politiques antisémites pour « roumaniser » l'économie, les universités et les professions libérales. Les dispositions qui avaient seulement été préparées sous la dictature du roi Carol II (1938-1940) ont été poursuivies sous le régime de Ion Antonescu et du Mouvement légionnaire.

Il se trouve, dans l'histoire de la Shoah en Roumanie, un épisode que l'on appelle souvent la « Nuit de cristal » roumaine. Le pogrom de Bucarest du 21 au 23 janvier 1941 vit plus de 120 Juifs assassinés et plusieurs milliers d'autres terrorisés, ainsi que la destruction de synagogues, de magasins et de logements de Juifs à Bucarest. La plupart de la population civile n'a pas pris part aux meurtres, pillages et

destructions qui se sont produits cette nuit-là et dans les jours qui suivirent. Cependant, la population civile demeurait spectatrice passive alors que des voisins, des collègues ou des amis se faisaient humilier. Quelques mois plus tard, à Iassy, en juin 1941, a eu lieu un pogrom avec 13 000 victimes.

Cette incitation à la haine envers les Juifs intervient après une longue période au cours de laquelle la propagande antisémite et les messages de haine apparaissaient de plus en plus fréquemment au sein des communautés. Pendant les années 1930, la peur ou la haine des Juifs s'enracine profondément dans la société roumaine. On trouvait des écrits antisémites dans la plupart des journaux. Les politiciens et intellectuels parlaient à la radio du « danger juif » et des conspirations fomentées par la communauté juive à travers le monde entier. Ils étaient beaucoup à encourager cette haine. Et ceux qui les écoutaient étaient encore plus nombreux. Certains commençaient à se laisser convaincre que les Juifs étaient responsables de tous les malheurs de leur pays. D'autres lisaient ou écoutaient sans s'en soucier réellement. Ceux qui s'opposaient à la haine ou protestaient étaient, eux, trop peu nombreux.

Antisémitisme contemporain et discours de haine antisémite

Aujourd'hui, les incidents physiques à l'encontre de Juifs sont inexistantes ou très peu nombreux en Roumanie en comparaison d'autres pays où les Juifs sont agressés et les synagogues incendiées. En avril 2017, quelques tombes d'un cimetière juif de Bucarest ont été profanées. En juin 2017, les murs du temple juif de Cluj Napoca ont été vandalisés et couverts d'inscriptions antisémites. En novembre 2017, dans la même ville, on a pu lire sur un pilier de la gare l'inscription *Juden raus* (« les Juifs dehors » en allemand). Il s'agit des incidents hors ligne les plus sérieux. Mais qu'en est-il de l'espace virtuel ?

En ligne, en particulier sur les réseaux sociaux, on trouve facilement des publications, commentaires ou articles antisémites. L'antisémitisme est souvent intégré à un discours nationaliste cherchant à rétablir les personnalités fascistes de la Seconde Guerre mondiale impliquées dans la Shoah en Roumanie. Sur Internet, le Juif n'est pas la seule cible pour les *haters*¹. En général, les mêmes utilisateurs émettent un discours de haine en ligne ciblant plusieurs groupes de personnes, selon des critères ethniques, religieux ou d'orientation sexuelle. La plupart de ceux qui diffusent la haine envers les Juifs répandent également la haine envers les Roms, les membres de la communauté LGBTQ, les musulmans et les Hongrois. La plateforme sociale la plus populaire en Roumanie est

Facebook. On peut y trouver des dizaines, voire des centaines de pages et de groupes qui comptent des milliers d'abonnés ou de membres et diffusent explicitement un discours de haine.

La plupart de ces groupes se décrivent comme des environnements nationalistes, prétendument destinés à partager des informations sur les aspirations de la nation roumaine. Cependant, la majorité des publications hébergées par ce type de groupes sont liées à des contenus xénophobes ou à des théories conspirationnistes impliquant régulièrement des Juifs. Un nombre important de groupes reprennent les noms d'organisations fascistes connues ayant existé en Roumanie et ailleurs. Habituellement, les groupes inspirés par la Garde de Fer (le Mouvement légionnaire) et la Ligue nationale de défense chrétienne partagent les mêmes membres que d'autres groupes roumains décrits comme nationaux-socialistes ou chrétiens-nationalistes.

Au XXI^e siècle, les moyens de communications sont bien plus variés. Ils sont de plus en plus efficaces, et la dynamique d'émergence de nouvelles plateformes publiques de communication connaît une accélération sans précédent. Un sondage sur la perception de la Shoah en Roumanie et les relations interethniques, commandé par l'Institut national Elie Wiesel pour l'étude de la Shoah en Roumanie, lancé en septembre 2017 et affichant une représentativité nationale, montre que la principale source d'information des Roumains sur le sujet est actuellement la télévision (42 %). La télévision subit toutefois une baisse d'audience évidente. Lors d'un sondage similaire mené en 2015, 58 % des sondés déclaraient que leur principale source d'information était la télévision. La même année, 23 % des sondés indiquaient qu'Internet était leur principale source d'information ; ce nombre grimpe à 34 % en 2017. Fait inquiétant : l'école est une source d'information mineure sur le sujet, qui décline même depuis 2015 (de 14 % à 12 %).

Les Roumains se conçoivent volontiers comme une nation accueillante, tolérante, paisible. Mais le sondage que l'on vient de citer montre que seuls 2 Roumains sur 10 acceptent dans un cercle privé (famille ou amis) des personnes appartenant à un autre groupe ethnique. Sur l'échelle de distance sociale Bogardus, où 1 représente la relation la plus intime (l'acceptation au sein de la famille) et 7 la plus éloignée (refus d'entrée dans le pays), la plus grande distance sociale se manifeste à l'encontre des Arabes (5,0) et à l'encontre de la population Rom (4,8). L'indice de distance sociale envers les Hongrois est de 4,1, et envers les Juifs de 3,8. Au-delà des chiffres, qui varient d'une ethnicité à l'autre, il est évident que les Roumains rencontrent des difficultés à accepter des personnes d'ethnie différente dans un milieu social qu'ils contrôlent. Les limites de leur

1. *Hater* : anglicisme, du verbe *to hate* : détester, abhorrer. Se dit d'un internaute qui dénigre et critique constamment des personnalités, idées, mouvements ou produits par le biais des réseaux sociaux principalement.

tolérance se trouvent là où leur choix personnel devient décisif. On ne choisit pas nos voisins ni nos collègues, mais le choix des personnes au sein de la famille ou du cercle d'amis est une prérogative exclusive de l'individu. En outre, le sondage montre qu'à Bucarest (ville la plus cosmopolite et capitale du pays, qui compte environ 2 millions d'habitants) la distance sociale envers les Juifs et les Hongrois est plus grande que la moyenne nationale (4,6 envers les Juifs contre 3,8 en moyenne nationale, et 5,4 envers les Hongrois contre 4,1 en moyenne nationale).

Entre les deux Guerres mondiales, 756 000 Juifs vivaient en Roumanie, soit près de 4 % de la population. Au cours des premières années après la Shoah, on estimait leur nombre à 350 000. Aujourd'hui, environ 3 000 Juifs vivent en Roumanie. Est-il toujours légitime de parler d'antisémitisme et de discours antisémite en Roumanie ? Dans le cadre du sondage de 2017 déjà cité, 46 % des sondés se déclaraient d'accord avec l'énoncé selon lequel « il vaudrait mieux pour les Juifs aller vivre dans leur pays ». En outre, 58 % des répondants pensent que « les Juifs servent leurs propres intérêts uniquement ». Bien entendu, on peut aussi ajouter qu'au sujet de l'énoncé stipulant que « [les Juifs] sont une minorité qui entretient de bonnes relations avec le reste de la population en Roumanie », 65 % des sondés ont répondu positivement. Mais cela change-t-il quelque chose au fait que près de la moitié des Roumains considèrent qu'une minorité en voie d'extinction, telle que les Juifs actuellement, devrait partir et rejoindre son pays ?

À l'échelle de la société roumaine, la population semble savoir peu de choses de la Shoah en Roumanie. Seuls 68 % des participants du sondage avaient entendu

parler de la Shoah. Parmi eux, seuls 33 % savaient que la Shoah avait aussi été menée en Roumanie. Quand on leur a demandé d'identifier les principaux responsables de la Shoah en Roumanie, 55 % ont indiqué l'Allemagne, et 22 % seulement ont répondu correctement en indiquant le gouvernement d'Antonescu. Le pourcentage de personnes considérant que les Juifs sont les principaux responsables de la Shoah en Roumanie (7 %) est extrêmement inquiétant, et présente une hausse importante par rapport au sondage de 2015, où seul 1 % des sondés avaient indiqué que les Juifs étaient responsables de la Shoah en Roumanie. Bien qu'il soit nécessaire d'approfondir les études pour expliquer cette augmentation par des arguments, la corrélation entre elle et le négationnisme et l'antisémitisme qui prédominent dans certains segments de la société roumaine est sans équivoque. L'espace virtuel et plus spécifiquement les réseaux sociaux constituent la principale tribune où les discours de haine et les messages extrémistes se développent et acquièrent un premier public.

La lutte contre l'antisémitisme et toute autre forme de xénophobie, de racisme ou de discrimination est une obligation pour les sociétés démocratiques. La démocratie implique un haut degré de participation des citoyens et, en conséquence, de lutter contre ces manifestations, en ligne ou hors ligne, qui menacent des principes aussi fondamentaux que le traitement égal de chaque individu. Le discours antisémite est non seulement une menace envers les Juifs, mais également un pas vers une dérive autoritariste qui peut prendre pour cible n'importe quel groupe au sein de la société.

Antisémitisme en Hongrie : des réalités contrastées¹

Par **Kálmán Szalai**, secrétaire de la Fondation Action et Protection.
Traduit de l'anglais par Ewa Tartakowsky

L'un des challenges contemporains de l'Europe consiste à garantir la sécurité des communautés juives dans un contexte marqué par la « crise de migrants » et une mondialisation économique de plus en plus rapide, de plus en plus troublante. Dans un continent marqué par une grande diversité de populations, ces facteurs de dégradation sociale inquiètent et poussent à la recherche de boucs émissaires.

De ce point de vue, l'Europe est divisée par une ligne de partage qui suit l'ancien rideau de fer. La Hongrie, du fait de sa position géopolitique et de son histoire, s'inscrit comme l'une de ces parties de l'Europe où les communautés juives ont retrouvé une réelle vitalité. Leur vie religieuse et culturelle s'exprime sous le signe de la renaissance et leur sécurité est la plus effective au sein des pays de l'Union européenne. Ça n'a pas toujours été le cas et il est possible de tirer des leçons de cette évolution.

Lorsqu'on aborde la question de la sécurité des communautés juives, il est nécessaire de se pencher sur les raisons, la nature et les formes de l'antisémitisme, de l'antijudaïsme et de l'antisionisme dans notre société. Cela appelle une perspective résolument scientifique, basée sur l'évaluation, la comparaison et des outils de recherche. Même difficile, cette démarche crée

1. Titre de la rédaction.

un cadre qui permet de définir l'antisémitisme, ses préjugés et ses manifestations dans la société. Car l'une des conditions la plus importante, préalable à la lutte contre l'antisémitisme, est de comprendre ses raisons sur la base de données comparatives. Il est facile de qualifier un acte ou une manifestation d'antisémite. Notre sensibilité, nos observations brouillent les intentions présumées avec un (manque) de sens de réalité, hérité d'un héritage historique difficile et de préjugés historiques.

En novembre 2012, Slomó Köves, le rabbin en chef de la Congrégation juive unifiée de la Hongrie (EMIH) a initié la création de la Fondation Action et Protection (Action and Protection Foundation, APF). L'objectif de cette organisation est d'éclairer et de différencier les facteurs subjectifs basés sur les sensations des impressions individuelles, qu'elles les surestiment ou les sous-estiment. Les activités de la fondation portent donc sur la recherche, la protection légale et l'éducation, en lien avec les recommandations des organisations civiques partenaires internationales².

La recherche

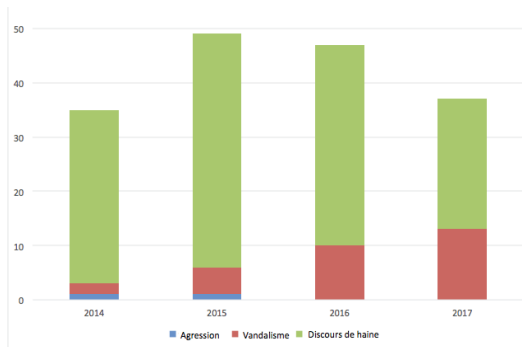
Les données brutes de l'enquête sur l'antisémitisme concernent le nombre de crimes et d'incidents antisémites. Afin de les définir et les identifier, l'APF mène un monitoring de la vie publique hongroise, des propos publics, incluant le discours de haine dans les réseaux sociaux, basé sur un rythme mensuel depuis 2013 et la méthodologie de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)³. L'APF se concentre sur les motivations antisémites de ces actes et élabore des rapports sur les incidents de haine antisémite. On note, comme en témoigne le graphique 1, une légère baisse de tous les incidents antisémites en 2017.

Le nombre de cas relevant du discours de



Graphique 1. Le nombre d'incidents de haine antisémite en Hongrie

haine est en légère baisse parmi l'ensemble des incidents. Au même temps, on note une augmentation des cas de vandalisme



Graphique 2. Type d'incidents antisémites en nombre (2014-2017).

(dégradations de tombes, dessins de swastika, inscription de slogans antisémites).

Ces chiffres nécessitent d'être placés dans une perspective comparative européenne. En Hongrie, le nombre de cas de violence physique contre les individus est insignifiant ou comparé aux pays de l'Europe occidentale où vivent d'importantes communautés juives. En 2015, 98 attaques contre des personnes ont été enregistrées en France. Une partie de ce chiffre est relative aux attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper Casher. En 2012, la France a également connu l'attaque d'une école juive à Toulouse et l'année 2018 a également enregistré un meurtre à caractère antisémite.

En termes de comparaison internationale, une autre variable importante est le nombre d'incidents de haine par million d'habitants. À cet égard, la Grande-Bretagne arrive en tête, suivie de la France, la Belgique et les États-Unis (avec une forte tendance à l'accroissement). La baisse du nombre d'incidents de haine en France semble être imputable à la dépense de 100 millions d'euros du budget national pour la sécurité (cf. tableau 1).

Notre Fondation a mené une étude sociologique qualitative sur l'évaluation du préjudice antisémite en Hongrie ces cinq

	Etats-Unis		Grande-Bretagne		Belgique		France		Hongrie	
	Nb d'incidents	Par million de citoyens	Nb d'incidents	Par million de citoyens	Nb d'incidents	Par million de citoyens	Nb d'incidents	Par million de citoyens	Nb d'incidents	Par million de citoyens
2013	751	2,3	535	8,1	64	5,8	423	6,3	n.a.	n.a.
2014	912	2,8	1182	17,9	109	9,9	851	12,7	37	3,7
2015	942	2,9	960	14,5	71	6,5	808	12,1	52	5,2
2016	1266	3,9	1346	20,4	64	5,8	462	6,9	48	4,8
2017	1986	6,1	1382	20,9	n.a.	n.a.	331	4,9	37	3,7

Tableau 1. Comparaison internationale d'incidents de haine antisémite.

dernières années⁴. Chaque année, une enquête par questionnaire est menée sur un panel de 1 200 participants âgés de plus de 18 ans. Il est possible de résumer en se

2. OSCE, ADL, CST.

3. OSCE/ODIHR 2009a.

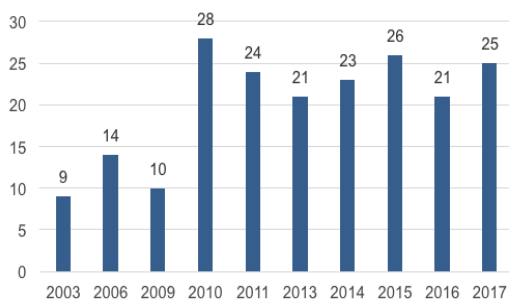
4. Les enjeux d'évaluation du niveau d'antisémitisme ne peuvent se focaliser sur des attitudes mais sur des comportements réels. La recherche différencie deux dimensions : d'une part, un rejet cognitif basé sur des idées, des idées fausses et des théories du complot en relation avec les Juifs ; d'autre part, un antisémitisme affectif basé sur le niveau de rejet émotionnel général et la distance sociale maintenue. Les personnes qui ne sont guère d'accord avec les déclarations contre les Juifs sont regroupées dans la catégorie « non antisémite », celles qui sont d'accord avec certaines des déclarations sont regroupées comme « modérément antisémites » et ceux qui sont d'accord avec la plupart des déclarations apparaissent dans la catégorie « fortement antisémite ». Ces catégories n'expriment cependant pas l'importance de la question et n'attestent rien sur les actions du répondant.

basant sur une tendance dans le temps, que l'antisémitisme cognitif a clairement crû en Hongrie. La proportion du groupe de personnes non-antisémites a progressivement décrû et le nombre de personnes caractérisées par un antisémitisme prononcé a crû d'année en année. Il apparaît que les enquêtés ont souvent des difficultés à différencier l'information fiable du non-sens complet dans le flux croissant d'informations.

Afin de cartographier le rejet émotionnel des Juifs (antisémitisme affectif), nous avons posé la question suivante « À quel point trouvez-vous les Juifs aimables [*likable*] ? »

Sur la base des résultats, on constate une augmentation significative du rejet des Juifs entre 2009 et 2010. Ce changement d'opinion publique est resté permanent depuis lors, allant de 10 % en 2009 et supérieur aujourd'hui à 20 %. Bien que la valeur soit toujours plus élevée au cours d'une année électorale, la forte augmentation de 2010 ne peut s'expliquer que par cela. Il est possible de supposer que l'une des raisons de cette forte augmentation résulte de l'aversion contre les Juifs dans le discours public, qui a gagné en légitimité après que le parti Jobbik a gagné du terrain et s'est banalisé dans le débat public. Le sentiment du rejet des Juifs fluctue entre 21 % et 26 % depuis 2010 mais l'année dernière, il a augmenté de manière significative, atteignant un taux important de 25 % (cf. graphique 3).

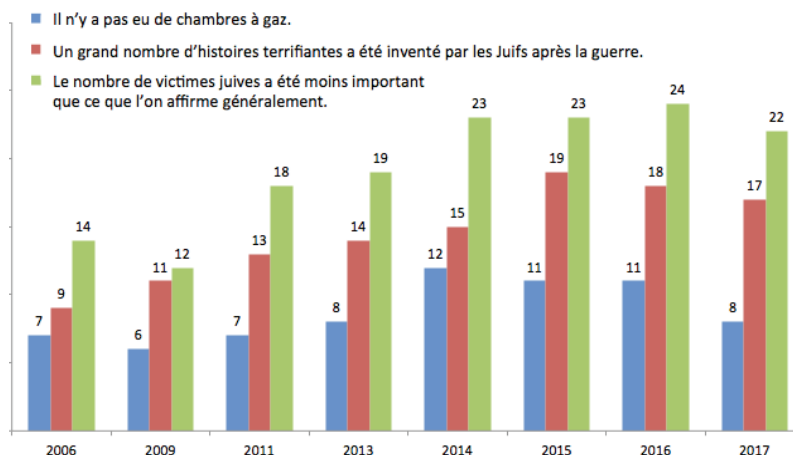
Lorsque nous fusionnons les groupes caractérisés par un antisémitisme cognitif et affectif, nous pouvons conclure qu'environ un



Graphique 3. Rejet émotionnel des Juifs en % (taux de réponses « Je n'aime plutôt pas les Juifs » [The Jews are unlikable])

tiers de la société est affecté par un certain niveau d'antisémitisme et qu'un quart est fortement antisémite. La tendance diachronique est très similaire à l'évolution de la structure des différents composants. L'antisémitisme a significativement augmenté entre 2006 et 2011. Jusqu'en 2014, il a légèrement diminué et s'est relativement stabilisé depuis (cf. graphique 4).

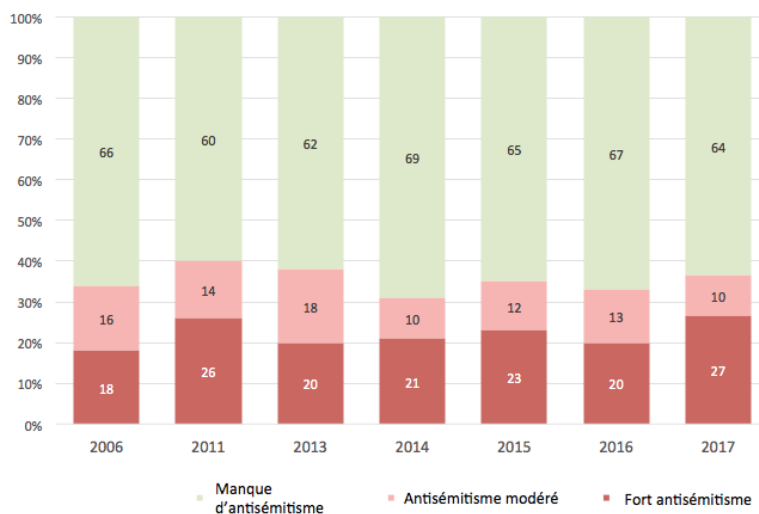
On remarque également une corrélation forte entre antisémitisme et préférences politiques (cf. graphique 6). 42 % des électeurs de Jobbik font partie de la catégorie fortement antisémite et 15 % ont été considérés comme modérément antisémites. En analysant les données des années passées, la stratégie



Graphique 4. L'antisémitisme dans la société hongroise en % (2006-2017).

populo-décliniste de Jobbik a eu très peu d'impact. Étonnamment, des données récentes montrent une augmentation croissante d'électeurs antisémites dans le Parti socialiste (MSZP): 34 % en 2016 et 43 % en 2017. Le taux d'électeurs antisémites de Fidesz est resté relativement stable: 35 % en 2016, 38 % en 2017.

Le souvenir de la Shoah est l'une des principales blessures des communautés hongroises à la fois antisémites et juives. Les différentes interprétations du génocide sont donc à l'origine de nombreux conflits qui divisent la société hongroise. Selon près de la moitié de la société, la question doit rester à l'ordre du jour tandis qu'une légère majorité pense qu'elle devrait être laissée pour compte. Le soutien aux déclarations niant ouvertement ou relativisant l'Holocauste a diminué au cours des dernières années (cf. graphique 6). Le déni ou la relativisation de l'Holocauste a pratiquement disparu du discours public hongrois. Les 98 cas portés par la Fondation Action et Protection sur le terrain juridique ont contribué à une interprétation claire et unifiée de la loi. En effet, l'APF et les avis des experts



Graphique 6. Catégories des négationnistes et personnes aux propos relativisant la Shoah en % (2006-2017)

linguistiques ont révélé le sens réel de ces déclarations négationnistes et antisémites permettant à la Cour de prendre des décisions.

Les opinions et les émotions liées à Israël jouent un rôle important dans la perception des Juifs. Bien que l'aversion (et le contraire) contre les Juifs ne provienne pas nécessairement de la critique de la politique d'Israël, on remarque un phénomène similaire dans toute l'Europe où les préjugés envers les Juifs sont présentés sous couvert de critique de l'État juif.

La grande majorité des personnes interrogées qui sont classées comme antisémites n'est pas hostile lorsqu'elles entendent le mot « Israël ». Lorsque l'enquêteur attire leur attention sur des aspects antisémites ou des points de vue contre Israël, ils sont plus facilement d'accord que d'autres. L'antisémitisme et l'attitude anti-israélienne relèvent plutôt de la réactivité que d'un état d'esprit stable. Un dixième de la société hongroise peut évoquer des aspects négatifs de l'État d'Israël et, de manière générale, on peut en conclure que le judaïsme est à la périphérie des intérêts des citoyens hongrois.

Protection légale

Les procédures légales garantissant la protection des communautés sont pleinement conformes à la jurisprudence de l'Union européenne.

Grâce aux démarches légales définies de notre Fondation, la distinction (faite par l'Union Européenne) entre incitation à la haine et incitation à la violence a été faite dans l'analyse des pratiques de haine tournées contre les communautés. Ce processus a finalement pris fin dans la législation hongroise après huit ans.

Le quatrième amendement de la Constitution hongroise régleme la protection de la dignité des communautés. Cela permet à la communauté lésée ou à ses membres de dénoncer un délit en raison de la violation des droits civils. Le Code pénal hongrois régleme la sanction du déni ou de la relativisation de l'Holocauste et peut entraîner une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans.

La pratique consécutive de cette législation a entraîné la disparition du négationnisme d'autant que le gouvernement hongrois a déclaré la tolérance zéro vis-à-vis de l'antisémitisme.

L'éducation

L'outil préventif le plus efficace de la lutte contre l'antisémitisme est l'éducation. C'est un investissement à long terme qui apporte des résultats concrets. Le gouvernement hongrois a institué une Journée du souvenir de l'Holocauste des victimes hongroises en 2000. Depuis, les écoles organisent des commémorations le 16 avril de chaque année. L'Université catholique Peter Pazmany a rendu l'enseignement de la Shoah obligatoire en 2015. Suivre le cours « L'Holocauste et son histoire » est devenu une condition préalable à l'obtention du diplôme universitaire dans n'importe quelle faculté. L'Université nationale d'État a fait de même avec la coopération de notre Fondation en créant un nouveau cours intitulé « Crimes de haine ». Il offre des compétences théoriques et pratiques aux agents de la force publique.

Pour la première fois, les spécialistes de l'éducation des communautés juives ont eu l'occasion d'exprimer leur opinion et de formuler des propositions sur les nouveaux manuels scolaires dans le cadre du curriculum national général. Bien que seule une faible proportion des corrections et des propositions ait été acceptée par les auteurs et les éditeurs de manuels, ce processus peut être considéré comme une avancée par rapport à la pratique antérieure.

La vie publique

Nous, citoyens hongrois, sommes très sensibles aux questions liées au souvenir historique de la vie publique hongroise, y compris les sensibilités de la communauté juive.

Il y a différentes connotations historiques liées à l'époque Horthy. Nous sommes moralement obligés de rapporter la vérité historique liée à Bálint Hóman, à György Donát, à József Nyírő et au monument des victimes de l'invasion allemande⁵. Notre Fondation a exprimé ses critiques mais nous ne considérons pas ces questions comme une activité principale des communautés juives.

« La justice exalte une nation », a enseigné Salomon (Proverbes 14:34). Comme l'a dit le rabbin Köves : « la clarification de ces questions est un point nécessaire du point de vue mental et éthique de toute la nation hongroise. Ce n'est pas seulement l'intérêt des communautés juives, mais de toute la communauté des citoyens hongrois »⁶.

De nos jours, la question centrale de la vie publique juive hongroise se joue autour des messages et des manifestations aux contenus ambigus de prises de paroles publiques.

5. L'érection en 2014 de ce monument a suscité de très nombreuses controverses. Voir : <http://www.dailymail.co.uk/wires/ap/article-2698978/Hungary-sets-disputed-1944-memorial.html> [consulté le 20 avril 2018] [ndlr].

6. Slomó Köves, « Only (remembrance) politics ? », le 5 septembre 2014, www.zsido.com.

Il est important d'évaluer si et quand il est nécessaire d'exprimer publiquement l'opinion des communautés et des organisations juives, liée à la réalité des faits.

Sur la base des définitions de la Congrégation juive unifiée hongroise et de l'APF, nous pensons qu'il est utile d'exprimer publiquement une opinion uniquement lorsqu'elle repose sur des faits certains et établis, et non sur des hypothèses liées à des intentions et des motifs. Cela nous semble

crucial car si nous nous exprimons sur des motivations supposées, même si elles semblent évidentes compte tenu de l'expérience historique, la communauté risque d'être accusée de préjugés et ne s'en débarrassera jamais.

Nous sommes convaincus qu'une société dotée d'un système immunitaire sain doit rejeter, comme un automatisme, toute forme d'antisémitisme, au même titre qu'elle doit rejeter la haine des Roms ou la violence domestique.

Russie : prévalence d'un antisémitisme passif

Par **Alexey Levinson**, chef du département au sein du Yuri Levada Analytical Centre¹.

Traduit du russe par la rédaction

Avant d'aborder les questions de l'antisémitisme contemporain, il est nécessaire de revenir à la situation historique des Juifs en Russie. Dans l'Empire russe, les Juifs constituent l'un des peuples/ethnies se caractérisant par des attributs distincts tels qu'une langue propre avec son alphabet, une religion, une façon de vivre, des lieux d'habitation endogènes et une spécialisation dans une activité économique.

Une perspective historique

La relation avec les autres groupes ethniques était variée, allant de l'amitié et de la coopération à la tolérance, l'hostilité, l'exclusion et jusqu'à une volonté d'élimination, en tant qu'ethnie, de l'espace social. Les pogroms de la fin du XIX^e et du début du XX^e siècle ont provoqué une émigration massive des Juifs de l'Empire russe. Les pogroms de la guerre civile de 1919 à 1922 ont eu pour conséquence la destruction physique massive des Juifs et l'effacement de la surface de la terre de leurs lieux d'habitation. La présence nazie sur le territoire d'URSS durant la Seconde guerre mondiale a contribué à l'anéantissement des bases culturelles de la reproduction de la réalité juive. Corrélativement, une assimilation rapide des Juifs à la culture dominante russe, qui s'est traduite par un certain rejet de la culture juive, a accéléré le processus. À la fin des années 1940, si certaines personnes étaient qualifiées ou se qualifiaient elles-mêmes de juives, il semble néanmoins difficile de parler de l'existence d'un groupe ethnique particulier.

Depuis les années 1970, l'émigration des Juifs de l'URSS puis de la Fédération de Russie a repris. Le nombre de ceux qui se considèrent aujourd'hui comme juifs et s'enregistrent comme tels lors des recensements et des sondages a diminué jusqu'à 150 000. Certaines organisations juives estiment toutefois que le nombre de personnes ayant des racines juives ou « s'associant aux Juifs » pourrait atteindre 1,5 million (la population de la Fédération de Russie est d'environ 145 millions). On assiste d'ailleurs parallèlement à des tentatives de restauration d'une « vie juive » religieuse et communautaire.

Lorsqu'on s'intéresse à la question de l'antisémitisme, il convient de mentionner, en particulier, la pratique d'antisémitisme d'État. Dans l'Empire russe, la restriction des diverses formes d'activités sociales des Juifs faisait partie de la politique d'État, formalisée dans les textes officiels. Le laisser-faire lors des pogroms en était la face non officielle. Dans l'Union soviétique, à la fin des années 1940 et au début des années 1950, cette ligne a été poursuivie activement, mais dans des formes légèrement voilées. Certains affirment qu'à la fin de 1952 et au début 1953, Joseph Staline préparait sa propre version de la « solution finale de la question juive », mais avec sa mort, cette action n'a pas été mise en œuvre, mettant un terme à la persécution par l'État des Juifs, accusés alors de « cosmopolitisme ».

Des restrictions tacites à l'accès des Juifs aux établissements d'études supérieures, à l'emploi dans les organismes d'État et dans les rangs du parti au pouvoir, dans leur participation à la vie publique sont cependant restées en vigueur jusqu'à la fin de l'existence de l'URSS. Avec la formation de la Russie comme un nouvel État, ces pratiques ont cessé d'exister au niveau étatique ; elles peuvent être pratiquées par tel ou tel fonctionnaire dans les sphères de leurs compétences mais elles restent des manifestations individuelles.

Les recherches montrent que, dans le cas de la Russie, les prises de position vis-à-vis

1. L'auteur n'est pas un chercheur spécialisé dans les questions liées au judaïsme. Il a toutefois participé à des travaux de recherches portant notamment sur la conscience collective dans l'Union soviétique puis dans la Fédération de Russie et à ce titre interrogeant les enjeux liés aux judéités. Ces travaux ont été portés par le VTsIOM (Centre russe d'étude de l'opinion publique) jusqu'en 2003, puis par le Centre Levada, né d'une scission au sein du VTsIOM, suite au renforcement du contrôle de l'État sur cet institut de recherche.

des Juifs émanant de la hiérarchie et de l'élite sociale sont décisives pour l'expression de l'antisémitisme au sein de la société. En effet, si un pouvoir administratif donne un signal d'une façon ou d'une autre de son attitude négative envers les Juifs, les Juifs vont faire face à des démonstrations diverses d'antisémitisme « populaire » ou « administratif » dans le segment correspondant (organisme, ville, région). Comme auparavant, cet antisémitisme a comme objectif interne l'expulsion et l'exclusion des Juifs d'un espace social qu'il s'agisse de « notre » maison, entreprise, ville ou État. C'est ce type de situation que l'homme de la rue comme de nombreux spécialistes qualifient d'antisémitisme.

La situation contemporaine

Toutefois les recherches auxquelles j'ai pu prendre part montrent que la situation contemporaine de la Russie est globalement différente. Il y a extrêmement peu ou pas de démonstrations d'antisémitisme ou d'actions massives et publiques envers les Juifs, ayant pour objectif de leur porter préjudice ou de leur nuire, de les anéantir ou de les bannir. Le lecteur de ce genre de constats dans la presse ou dans d'autres espaces d'expression est souvent surpris, voire méfiant.

Pour autant, les recherches montrent que les anciens stéréotypes ethniques relatifs aux Juifs continuent d'exister dans la société russe, dans toute sa diversité. Les archétypes d'un « gouvernement mondial juif », d'une « emprise » des Juifs dans les plus hautes sphères du pouvoir se perpétuent (Tableau 1). Mais ils restent pour le moment dans la sphère du privé, étant évoqués avec indifférence comme quelque chose de connu de longue date et par ailleurs pas crucial.

D'un autre côté, l'ensemble des « mérites et atouts » des Juifs, comme l'esprit, l'éducation, la persévérance, la solidarité avec les leurs, sont acceptés comme des faits établis. On reconnaît aux Juifs leur apport à la science et à la culture du pays.

Toutefois, et c'est important, on note également la conviction selon laquelle les Juifs vivent « ici » uniquement parce qu'ils s'y sentent bien. Autrement dit, selon cette opinion, en cas de dégradation de la situation, ils partiraient. Alors que les Juifs d'aujourd'hui sont presque indistincts de cette catégorie du « nous », leur principale différence résiderait dans le fait que « nous » n'avons nulle part où aller, alors que le monde entier leur serait ouvert. C'est sur cette base qu'on les considère comme non-patriotes, ce qui leur est d'ailleurs reconnu comme un droit.

Il s'agit là d'attitudes « sérieuses », qui possèdent un versant trivial, sous forme

Avez-vous entendu parler du complot sioniste mondial ?				
	1990	1992	1997	2015
Oui	26	25	29	34
Non	74	75	71	66
Croyez-vous qu'un tel complot existe ?				
Oui	7	9	13	16
Non	21	26	39	40
Je ne sais pas / je refuse de répondre	73	65	49	44

Tableau 1. Opinions complotistes entre 1990 et 2015 en %².

Connaissez-vous des Juifs parmi...				
	1990	1992	1997	2015
Votre famille proche (parents, grands-parents) ?	2	2	3	2
Autres membres de la famille ?	5	4	7	5
Amis proches ?	9	9	12	7
Collègues de travail, camarades de classe ?	21	18	20	12
Voisins ?	11	6	13	8
Relations lointaines ?	25	26	30	19
Personne	52	55	50	61

Tableau 2. Proximité avec les Juifs entre 1990 et 2015 en %.

folklorique de « blagues juives ». Sous cette appellation, on entend des blagues sur les Juifs, ridiculisant tel ou tel trait supposé spécifique avec, en premier lieu, la cupidité. Dans la vie quotidienne, la figure du Juif sert, souvent sur un mode ironique, à des comparaisons dégradantes ou offensantes vis-à-vis de personnes qui ne sont pas considérées ou ne se considèrent pas comme Juifs. Toutefois, en présence des Juifs, ce type de manifestations n'existe pas ; les stéréotypes complotistes restent dans le cadre de conversations privées. Ces attitudes et pratiques peuvent être qualifiées d'antisémitisme passif. Dans le cas de l'antisémitisme actif, elles se traduiraient en démonstrations de haine, visant l'exclusion par expulsion ou élimination. Soulignons une fois encore qu'aujourd'hui, cette forme d'antisémitisme actif est quasiment inexistante en Russie.

Dans les cercles qui étudient et débattent de ces questions, certains considèrent que cette situation est liée au fait qu'« il y aurait tout simplement trop peu de Juifs à présent », les Russes et autres groupes nationaux ou ethniques n'en croisant que très rarement dans leur vie.

Bien que les sondages confirment ce peu de contacts avec les Juifs (Tableau 2), ces arguments ne semblent pas convaincants. Premièrement, le phénomène de « l'antisémitisme sans Juifs » est connu et étudié

2. Les tableaux qui illustrent cet article sont issus du rapport *Anti-Semitism today's Russia*, réalisé par le Centre Levada pour le Russian Jewish Congress et l'organisation Protecting Future, Moscou, 2015-2016. Leur ajout relève de la rédaction de la Lettre.

dans un grand nombre de pays. Deuxièmement, quand bien même la population juive serait très faible en Russie, la quantité de ceux qui sont considérés comme Juifs dans les médias peut constituer une variable suffisante pour induire l'idée d'un contact permanent avec des Juifs.

Une autre hypothèse concerne le déplacement d'une xénophobie antijuive vers d'autres groupes ethniques (Tableau 3). En effet, les Caucasiens, en grande majorité les migrants, ont subi des manifestations d'une forte xénophobie. L'attitude envers les ressortissants du Caucase Nord et de l'Asie centrale, arrivant en nombre toujours plus important, était, surtout au début, fortement négative. La nature de cette xénophobie était très semblable à l'antisémitisme « classique » russe d'il y a cent ans. Comme autrefois les Juifs migrants de bourgades, ils étaient porteurs d'une autre religion, d'une autre langue, d'une autre culture. Comme les Juifs, ceux qui sont arrivés dans les premières vagues de migration étaient des représentants pour ainsi dire de peuples de commerçants pour qui manier de l'argent n'était pas un acte honteux. Enfin, ils se distinguaient fortement de par leur apparence physique. S'il est donc possible de faire des analogies entre les démonstrations anciennes d'antisémitisme et l'émergence de sentiments anti-caucasiens ou anti-tadjiks, cela ne suffit pas à expliquer l'absence contemporaine de manifestations antisémites.

Ainsi, il nous semble pertinent de proposer deux explications. La première renvoie à un fort niveau d'assimilation des Juifs en Russie. En comparaison avec les habitants des bourgades juives dans la Zone de résidence³ à la fin du XIX^e, au début du XX^e siècle et même avec la première génération de migrants, originaires de ces *shtetls*, dans les grandes villes, les Juifs apparaissent aujourd'hui bien plus assimilés et ne se distinguent presque pas de la population majoritaire (Tableau 4).

L'image archétypale du Juif que véhicule l'antisémitisme passif n'a pas de référent dans la réalité. C'est pourquoi il n'est pas rare d'entendre cette formule contradictoire : « je n'aime pas les Juifs, mais un tel ou un tel sont mes amis, et ils sont tout à fait différents ». Cette forme passive de l'antisémitisme dans la Russie contemporaine est presque omniprésente. Sans faire appel à un jugement moral, on peut considérer cette situation

	1996	1998	2000	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2015
Juifs	12	16	15	21	14	14	16	15	5	8
Roms	40	48	43	52	50	53	52	49	43	47
Tchéchènes	47	50	53	66	53	53	52	44	41	33
Azerbaïdjanais	29	35	30	39	33	30	33	26	25	24
Géorgiens	-	-	-	-	-	-	-	29	27	20
Estoniens	12	13	14	16	14	10	14	11	18	13
Allemands	-	-	6	12	9	7	9	6	8	10
Arabes	-	-	15	28	22	24	22	18	18	15
Noirs	-	-	9	14	10	10	16	10	12	18

Tableau 3. L'ensemble des sentiments négatifs vis-à-vis des différents groupes ethniques et nationaux en %.

Pensez-vous que les groupes ethniques sont généralement égaux ou certains sont intrinsèquement meilleurs ou pires que d'autres ?				
	1992	1997	2000	2015
Tous les groupes ethniques sont égaux	68	69	71	78
Certains groupes sont meilleurs et pires que d'autres	22	25	22	19
Je ne sais pas / Je refuse de répondre	10	6	7	4

Tableau 4. Sentiment d'une supériorité ethnique entre 1992 et 2015 en %.

comme positive pour la population juive de la Fédération de Russie, dans la mesure où elle ne se traduit pas par des actes.

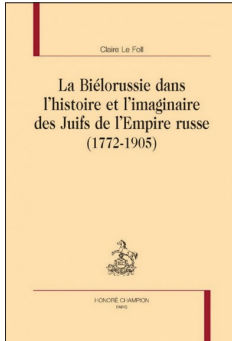
La deuxième explication de cette « coexistence heureuse » peut trouver sa source dans le fait que l'élite influente n'aurait pas besoin d'instrumentaliser l'antisémitisme comme levier politique. L'expérience démontre toutefois qu'en Russie comme dans d'autres pays lorsque l'antisémitisme est instrumentalisé par le pouvoir au plus haut niveau, il passe rapidement d'une forme passive à une forme active et ce, à grande échelle.

Pour conclure, on peut dire que l'antisémitisme actif sur le territoire de la Russie, qui s'était traduit à l'époque par l'aspiration de certains groupes ethniques à éliminer les Juifs comme une ethnie à part, a atteint ses objectifs. L'antisémitisme d'État comme une politique d'exclusion de la judaïcité, non plus comme une catégorie ethnique, mais sociale, a également atteint ses objectifs. Actuellement, un antisémitisme passif résiduel ne visant pas la population juive réelle existe et se reproduit dans la société. Dans les conditions d'une politique tolérante des pouvoirs publics, on peut penser qu'il se maintiendra dans cette forme passive.

3. La Zone de résidence est un territoire de l'Empire russe où de 1791 à 1917 les Juifs étaient autorisés à s'installer [ndlr].

Lire

Claire Le Foll, *La Biélorussie dans l'histoire et l'imaginaire des Juifs de l'Empire russe (1772-1905)*, Paris, Honoré Champion, 2017, 536 p.



Avec cette somme impressionnante, Claire Le Foll nous offre une plongée passionnante dans les recompositions identitaires en Biélorussie à l'œuvre avant même que celle-ci n'émerge sur les cartes politiques de l'Europe. Son cas d'étude : un « pays juif », autrement

dit une région située aux confins de la Pologne, de la Russie et de la Lituanie, où se côtoient, se mélangent, vivent des conflits des groupes « nationaux » et « ethniques », majoritaires et minoritaires. L'une des questions de cet ouvrage pionnier est de savoir comment dans cette contrée à dominance slave et chrétienne (catholique, orthodoxe et uniate), les Juifs ont réussi à créer des formes culturelles distinctes de celles des autres populations juives avoisinantes et comment, ils ont perçu et se sont appropriés la « biélorussité » à l'époque du « réveil des nations ». Cette découverte passe nécessairement par la réflexion sur l'affirmation nationale biélorusse qui autorise la fragmentation de l'identité juive distincte des

autres groupes ashkénazes. Il s'agit donc de « reconsidérer l'histoire des Juifs en Europe orientale dans le cadre de ces États [issus de l'éclatement de l'URSS] ». « Reconnaître les disparités régionales à l'intérieur de l'Empire » russe invite donc inévitablement à adopter une approche multifocale qui recoupe d'ailleurs les trois cadres référentiels des Juifs biélorusses : un niveau macro, celui de l'Empire, dans la mesure où celui-ci détermine le cadre institutionnel et politique ; un niveau mezzo du judaïsme ashkénaze qui structure la vie religieuse et spirituelle des communautés juives, enfin un niveau régional et local qui renvoie, lui, aux réalités quotidiennes. Penser ces trois niveaux invite donc non seulement à réfléchir aux rapports de domination entre majorité et minorités mais également à ceux de « périphérie » à « périphérie », entre « minorité » et « minorité ». *In fine*, ce décentrement historiographique magistralement conduit et documenté offre au lecteur non pas « une, mais plusieurs images de ce que la Biélorussie a signifié pour les Juifs » entre 1772 et 1905. De quoi enchanter les amateurs des judéités et de l'Europe orientale.

Ewa Tartakowsky

Olivier Schmitt, *Pourquoi Poutine est notre allié ? Anatomie d'une passion française*, Paris, Hikari édition, 2017, 132 p.

Alors que la France et la Russie s'opposent sur le théâtre syrien depuis 2015 et en Ukraine depuis 2014, peut-on vraiment dire que Poutine est notre allié ? Intimidant la Géorgie, et inquiétant les États baltes et la Pologne depuis l'annexion de la Crimée, Moscou n'a pas bonne presse en Europe. Et pourtant, en France, l'homme du Kremlin peut compter sur de nombreux soutiens.

Allant de l'extrême gauche à l'extrême droite, la fascination pour le pays est transpartisane. Marine Le Pen a été accueillie en grande pompe, en mars 2017 à Moscou, et son parti, le Front National, a reçu d'une banque russe proche du Kremlin un prêt pour financer sa campagne électorale. Jean-Luc Mélenchon, quant à lui, appelle à resserrer les liens et à surmonter les différences.

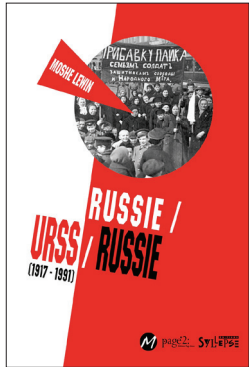
Moshe Lewin, *Russie/URSS/Russie*

Pour beaucoup, il serait dans « l'intérêt » de la France de se rapprocher de la Russie. D'après Olivier Schmitt, professeur de science politique au centre d'études sur la guerre de l'université du Sud-Danemark, et secrétaire général de l'Association pour les Études sur la Guerre et la Stratégie (AEGES), il y aurait quatre explications à cela : « *Parce que Poutine serait un vrai dirigeant* » ; « *Parce que nous partagerions des valeurs communes* » ; « *Parce que ce serait dans notre intérêt* » ; « *Parce que la Russie vaudrait bien les États-Unis* ». Le livre décrypte chacun de ces motifs en les remettant dans leur perspective historique et politique. En analysant le mouvement pro-russe français, l'auteur compare la classe politique européenne face aux différentes valeurs contemporaines russes véhiculées par l'église orthodoxe, le retour au nationalisme, mais aussi l'opposition à l'impérialisme américain. Cet ouvrage complet et synthétique permet de se forger sa propre opinion au-delà des stéréotypes et des idées préconçues.

Camille Coatalem-Serikoff

(1917-1991), textes rassemblés et présentés par Denis Paillard, Paris, Syllepse, 2017, 262p.

Moshe Lewin est un spécialiste de l'histoire soviétique, décédé en 2010, dont les œuvres



et la recherche sur l'histoire sociale de l'URSS et particulièrement pendant la période stalinienne ont ouvert la voie à de nombreux autres chercheurs.

Cet ouvrage, publié à titre posthume, rassemble huit textes de Moshe Lewin dont six d'entre eux ont

été écrits dans les années 1990 et publiés à cette époque dans un recueil du même nom (*Russia/URSS/Russia*). L'ajout des dates (1917-1991) au titre du recueil publié en 2017 signifie que l'ouvrage n'est pas limité uniquement à l'évènement fondateur d'octobre 1917, proposant ainsi un panorama plus large. Dressant un rapport d'autopsie de ce qu'a été l'URSS, Moshe Lewin propose à travers une analyse fine de déconstruire le mythe soviétique en y apportant des nuances. Ainsi, à la place d'une période continue et homogène, il préfère une segmentation en deux grandes périodes : la première est celle qui commence avec « la Révolution de 1917 (voire celle qui remonte à août 1914) et se termine avec la mort de Staline, une période catastrophique selon l'historien à l'exception les années de mise en place de la politique de la NEP (Nouvelle Politique économique) ; puis une deuxième période inaugurée par Khrouchev, plus stable. Et au sein de ces grands mouvements se découpent d'autres temporalités : la guerre

civile (1918-1920), la NEP, le stalinisme, la Seconde Guerre mondiale et la période de l'après-guerre durant laquelle le stalinisme a du mal à gérer le pays, puis l'époque Khrouchev, les années 1960 et ainsi de suite...

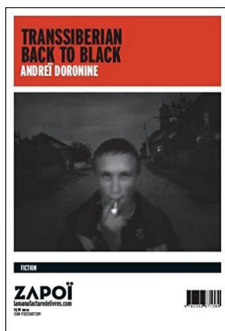
Le lecteur s'imprègne donc de ce parti pris qui vise à ne pas penser l'Union soviétique comme un seul ensemble intrinsèquement lié à Staline. Car l'Union soviétique ne recouvre pas une seule réalité.

L'ouvrage est riche, on retient notamment que l'auteur propose une déconstruction de nombreuses assimilations qui ont été faites, notamment celles d'associer l'Union soviétique avec le communisme ou encore avec le concept de totalitarisme. Sans les rejeter, Moshe Lewin met en garde contre les simplifications trop hâtives et démontre que les caractérisations qui ont été faites sont inexactes : rien ne permet à propos de l'URSS de parler de « socialisme » et à plus forte raison de « communisme »...

La fin de l'ouvrage dresse des pistes de réflexion sur la Russie post-soviétique (notamment en 1994, période à laquelle Moshe Lewin fait une intervention lors d'un colloque sur l'avenir de l'ex-URSS) et son entrée dans l'économie de marché qui a vu la privatisation sauvage de la quasi-totalité de l'économie ce que Moshe Lewin décrit comme « le plus grand hold-up du siècle » ou encore de la « nécessité historique » des indépendances dans un contexte de décolonisation de la Russie par rapport aux territoires occupés. Pour finir, l'auteur retient que « certaines leçons de la crise russe ont une portée universelle » à l'image de la stagnation brejnévienne qui peut ronger certaines démocraties contemporaines.

Camille Garin

Andreï Doronine, *Transsiberian back to black*, Paris, La manufacture de livres, coll. « Zapoï », 2017, 170 p.



« Zapoï », en russe, définit un état d'ivresse qui vous met entre parenthèse dans la société durant deux jours. La collection orientée plein Est, porte le nom de cet état extrême, scrutant au fil de ses livres, les personnes en marge de la société contemporaine russe. Zapoï a

précédemment publié deux romans, *Guerre de Vladimir Kozlov*, et *Banditsky Petersburg* d'Andreï Constantinov. Avec *Transsiberian back to black*, c'est le monde de la drogue à Saint-Pétersbourg qui est décrit par l'auteur Andreï

Doronine. Ayant lui-même touché aux limites de l'addiction, A. Doronine tire une vingtaine de nouvelles à la fois délirantes et sombres.

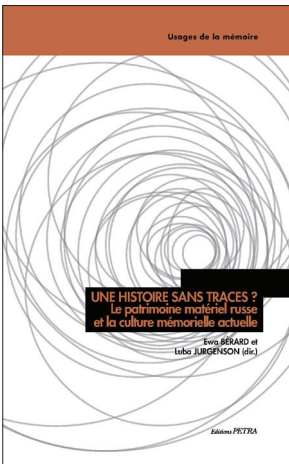
Comme un journal de bord quasiment autobiographique, le lecteur suit ses aventures tragicomiques et ses ruses pour obtenir sa dose de drogue quotidienne. La corruption de la police, l'hiver russe, ou encore l'anonymat de la ville tranche avec les images de cartes postales de Saint-Pétersbourg. L'univers de la toxicomanie devient le monde de l'absurde, entre jonglerie narrative et humour noir. Un ouvrage peu ordinaire, qui dresse l'image d'une Russie inconnue, désenchantée et violente, et qui se situe pourtant à moins de 3000 kilomètres de la France.

C. C.-S.

Ewa Berard et Luba Jurgenson (dir.),

Une histoire sans traces ? Le patrimoine matériel russe et la culture mémorielle actuelle, Paris, Petra, 2017, 160 p.

L'ouvrage dirigé par Ewa Bérard et Luba Jurgenson se penche sur les liens qu'entretiennent patrimoine, histoire et mémoire en Russie et en Europe centrale et orientale. Il en ressort de passionnantes pistes de réflexions sur un champ d'études encore peu exploré. L'espace russe offre de fait une entrée particulièrement intéressante, complexe et parfois riches de paradoxes : la « jeune Russie » par rapport à la « vieille Europe » au XIX^e siècle s'est résolument tournée, durant les soixante-dix ans de l'histoire de l'URSS, vers « une modernisation industrielle et urbaine et une rupture radicale avec le



pacte pré-révolutionnaire ». Elle revendique aujourd'hui son riche passé, en révisé son rapport au patrimoine. Les contributions des chercheurs français et russes réunies dans cet ouvrage permettent de saisir ce travail de recomposition et d'élaboration de la tradition culturelle et nationale en fournissant des cadres intelligibles et en permettant de comprendre leurs enjeux. Ainsi, le lecteur va-t-il découvrir le chantier de rénovation du palais de Catherine la Grande de Tsaritsyno et les stratégies d'acteurs impliqués dans le projet ; le processus de dé-symbolisation de Rybinsk, une ville militaro-industrielle de la période soviétique ; l'héritage du Goulag et la complexité de la compréhension de la patrimonialisation de ses « traces » ; enfin, la géographie des sites mémoriels de la Shoah en Europe centrale et de l'Est. Voilà en somme un ouvrage d'intelligence de l'héritage urbain, dans sa dimension muséale mais aussi face aux « traces disparaissantes ». Une incitation réussie à penser la dimension mémorielle de l'imaginaire spatial et l'appropriation symbolique de l'espace.

E.T.

Maria Bigday, L'engagement intellectuel sous régime autoritaire. Les « think tankers » biélorusses entre expertise et dissidence, Paris, Dalloz, 2017, 396 p.

Après la dissolution de l'Union soviétique et avec les réformes de la perestroïka, des experts biélorusses en science sociale et politique forment de nouvelles organisations qui pourraient s'apparenter de nos jours aux think tanks européens. Initialement coordonnés par le gouvernement, ces experts deviennent des acteurs de la transition démocratique, influençant les changements politiques majeurs



jusqu'à devenir une voix contestataire, tout juste tolérés par le régime d'Alexandre Loukachenko. Progressivement cet engagement intellectuel s'affranchit du carcan idéologique et de la doxa faisant des chercheurs des opposants au régime. L'ouvrage rend compte des multiples facettes de la dé-soviétisation et de l'évolution de la société biélorusse actuelle à travers l'engagement intellectuel. Fruit d'une enquête menée en Biélorussie, ce livre de Maria Bigday, est une remarquable analyse de la sociologie du régime politique biélorusse et de ses changements, qui vient nous rappeler que l'engagement sous régime autoritaire se fait parfois au péril de sa liberté.

C. C.-S.